Édition de langue française **Législation**

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- Règlement (CE) n° 928/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant les règlements (CE) n° 493/94 et (CE) n° 494/94, relatifs à l'ouverture d'adjudications de froment tendre en vue d'exportation sous forme de farine de froment 1
- Règlement (CE) n° 929/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état 2
- Règlement (CE) n° 930/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 1198/93 et portant à 4 939 000 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre panifiable détenu par l'organisme d'intervention français 4
- Règlement (CE) n° 931/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant les règlements (CEE) n° 1278/93 et (CEE) n° 1286/93 en ce qui concerne la durée de validité des certificats délivrés dans le cadre des adjudications de la restitution à l'exportation des céréales 6
- Règlement (CE) n° 932/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant les règlements (CE) n° 239/94, (CE) n° 240/94, (CE) n° 241/94 et (CE) n° 242/94, relatifs à l'ouverture d'adjudications de froment dur en vue d'exportation sous forme de semoules de blé dur vers l'Algérie 7
- * Règlement (CE) n° 933/94 de la Commission, du 27 avril 1994, établissant la liste de substances actives des produits phytopharmaceutiques et désignant les États membres rapporteurs pour l'application du règlement (CEE) n° 3600/92 8
- * Règlement (CE) n° 934/94 de la Commission, du 27 avril 1994, instituant des règles de gestion et de répartition spécifiques à l'égard de certains contingents quantitatifs textiles établis par le règlement (CE) n° 517/94 19
- * Règlement (CE) n° 935/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 845/93 fixant les superficies de base régionales applicables dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables 25

★ Règlement (CE) n° 936/94 de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant le règlement (CEE) n° 1112/93 déterminant les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges dans le secteur de la viande bovine de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 vers l'Espagne et le Portugal	27
★ Règlement (CE) n° 937/94 de la Commission, du 27 avril 1994, arrêtant les mesures définitives concernant la délivrance des certificats « MCE » pour les échanges avec l'Espagne dans le secteur de la viande bovine	28
Règlement (CE) n° 938/94 de la Commission, du 27 avril 1994, relatif à la délivrance, le 30 avril 1994, des certificats d'importation pour les produits du secteur des viandes ovine et caprine originaires de certains pays tiers	29
Règlement (CE) n° 939/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Argentine	30
Règlement (CE) n° 940/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Égypte	32
Règlement (CE) n° 941/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie	34
Règlement (CE) n° 942/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué le prélèvement applicable au riz importé de la république arabe d'Égypte	36
Règlement (CE) n° 943/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de porc	38
Règlement (CE) n° 944/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les restitutions à l'exportation de l'huile d'olive	41
Règlement (CE) n° 945/94 de la Commission, du 27 avril 1994, relatif à la fixation des restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la dixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 3142/93	44
Règlement (CE) n° 946/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la quarante-sixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1144/93	46
Règlement (CE) n° 947/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle	47
Règlement (CE) n° 948/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt	49
Règlement (CE) n° 949/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	51
Règlement (CE) n° 950/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées	53
Règlement (CE) n° 951/94 de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées	55

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

94/217/CE :

★ Décision du Conseil, du 19 avril 1994, relative à l'octroi par la Communauté de bonifications d'intérêts sur les prêts que la Banque européenne d'investissement accorde aux petites et moyennes entreprises dans le cadre de son mécanisme temporaire de prêt	57
---	-----------

94/218/CE :	
* Décision du Conseil, du 19 avril 1994, portant nomination d'un membre suppléant du Comité des régions	59
94/219/CE :	
* Décision du Conseil, du 19 avril 1994, portant nomination d'un membre suppléant du Comité des régions	60
Commission	
94/220/CE :	
* Décision de la Commission, du 26 janvier 1994, enjoignant à la France de suspendre le versement d'une aide au groupe Bull accordée en violation de l'article 93 paragraphe 3 du traité CE ⁽¹⁾	61
94/221/CE :	
* Décision de la Commission, du 15 avril 1994, modifiant la décision 92/452/CEE établissant la liste des équipes de collecte d'embryons agréées, dans les pays tiers, pour les exportations vers la Communauté d'embryons d'animaux de l'espèce bovine ⁽¹⁾	63

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 928/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant les règlements (CE) n° 493/94 et (CE) n° 494/94, relatifs à l'ouverture d'adjudications de froment tendre en vue d'exportation sous forme de farine de froment

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 120/94 ⁽⁴⁾, fixe les procédures et les conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention;

considérant qu'il convient de fixer à une date ultérieure la dernière adjudication partielle des règlements (CE) n° 493/94 ⁽⁵⁾, modifié par le règlement (CE) n° 569/94 ⁽⁶⁾, et (CE) n° 494/94 ⁽⁷⁾, modifié par le règlement (CE) n° 570/94 ⁽⁸⁾ de la Commission;

considérant que le comité de gestion des céréales n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 3 paragraphe 2 des règlements (CE) n° 493/94 et (CE) n° 494/94, la date du « 27 avril 1994 » est remplacée par celle du « 25 mai 1994 ».

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.

⁽³⁾ JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

⁽⁴⁾ JO n° L 21 du 26. 1. 1994, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 62 du 5. 3. 1994, p. 22.

⁽⁶⁾ JO n° L 72 du 16. 3. 1994, p. 4.

⁽⁷⁾ JO n° L 62 du 5. 3. 1994, p. 27.

⁽⁸⁾ JO n° L 72 du 16. 3. 1994, p. 5.

RÈGLEMENT (CE) N° 929/94 DE LA COMMISSION
du 27 avril 1994

modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 133/94 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 deuxième alinéa,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut ont été fixées par le règlement (CE) n° 874/94 de la Commission ⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 874/94 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil ⁽⁴⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93 ⁽⁵⁾, sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays

tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 1068/93 de la Commission ⁽⁶⁾, modifié par le règlement (CE) n° 547/94 ⁽⁷⁾,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 1785/81, en l'état et non dénaturés, fixées à l'annexe du règlement (CE) n° 874/94, sont modifiées conformément aux montants repris en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 22 du 27. 1. 1994, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 102 du 21. 4. 1994, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.

⁽⁶⁾ JO n° L 108 du 1. 5. 1993, p. 106.

⁽⁷⁾ JO n° L 69 du 12. 3. 1994, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Code produit	Montant de la restitution ⁽¹⁾
	— écus/100 kg —
1701 11 90 100	30,36 ⁽¹⁾
1701 11 90 910	29,87 ⁽¹⁾
1701 11 90 950	⁽²⁾
1701 12 90 100	30,36 ⁽¹⁾
1701 12 90 910	29,87 ⁽¹⁾
1701 12 90 950	⁽²⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 91 00 000	0,3300
	— écus/100 kg —
1701 99 10 100	33,00
1701 99 10 910	33,70
1701 99 10 950	33,70
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 99 90 100	0,3300

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant de la restitution applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68 modifié.

⁽²⁾ Fixation suspendue par le règlement (CEE) n° 2689/85 de la Commission (JO n° L 255 du 26. 9. 1985, p. 12), modifié par le règlement (CEE) n° 3251/85 (JO n° L 309 du 21. 11. 1985, p. 14).

⁽³⁾ Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par le règlement (CEE) n° 990/93.

RÈGLEMENT (CE) N° 930/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 1198/93 et portant à 4 939 000 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre panifiable détenu par l'organisme d'intervention français

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 120/94⁽⁴⁾, fixe les procédures et les conditions de mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1198/93 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 638/94⁽⁶⁾, a ouvert une adjudication permanente pour l'exportation de 4 600 000 tonnes de blé tendre panifiable détenues par l'organisme d'intervention français ; que, par sa communication du 21 avril 1994, la France a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une augmentation de 339 000 tonnes de la quantité mise en adjudication en vue de l'exportation ; qu'il convient de porter à 4 939 000 tonnes la quantité globale mise en adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre panifiable détenu par l'organisme d'intervention français ;

considérant que, compte tenu de l'augmentation des quantités mises en adjudication, il apparaît nécessaire d'apporter les modifications dans la liste des régions et

des quantités stockées ; qu'il convient donc, notamment, de modifier l'annexe I du règlement (CEE) n° 1198/93 ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 2 du règlement (CEE) n° 1198/93 est remplacé par le texte suivant :

« *Article 2*

1. L'adjudication porte sur une quantité maximale de 4 939 000 tonnes de blé tendre panifiable à exporter vers tous les pays tiers.

2. Les régions dans lesquelles les 4 939 000 tonnes de blé tendre panifiable sont stockées sont mentionnées à l'annexe I. »

Article 2

L'annexe I du règlement (CEE) n° 1198/93 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.

⁽³⁾ JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

⁽⁴⁾ JO n° L 21 du 26. 1. 1994, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 122 du 18. 5. 1993, p. 23.

⁽⁶⁾ JO n° L 79 du 23. 3. 1994, p. 15.

ANNEXE

« ANNEXE I

(en tonnes)

Lieu de stockage	Quantité
Amiens	392 000
Bordeaux	55 000
Clermont-Ferrand	10 000
Châlons-sur-Marne	554 000
Dijon	110 000
Lille	557 000
Lyon	23 000
Nancy	90 000
Nantes	115 000
Orléans	1 091 000
Paris	310 000
Poitiers	454 000
Rennes	145 000
Rouen	588 000
Toulouse	49 000
Gand (Belgique)	396 000 »

RÈGLEMENT (CE) N° 931/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant les règlements (CEE) n° 1278/93 et (CEE) n° 1286/93 en ce qui concerne la durée de validité des certificats délivrés dans le cadre des adjudications de la restitution à l'exportation des céréales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 de la Commission⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 1533/93 de la Commission, du 22 juin 1993, établissant certaines modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne l'octroi des restitutions à l'exportation ainsi que les mesures à prendre, en cas de perturbation, dans le secteur des céréales⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 120/94⁽⁴⁾,

considérant que les règlements (CEE) n° 1278/93⁽⁵⁾ et (CEE) n° 1286/93⁽⁶⁾ de la Commission prévoient l'ouverture des adjudications de la restitution à l'exportation ; qu'ils prévoient notamment la durée de validité des certificats délivrés ;

considérant qu'il est opportun de prévoir une durée de validité plus courte des certificats délivrés à partir de l'entrée en vigueur du présent règlement ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 4 paragraphe 2 des règlements (CEE) n° 1278/93, et (CEE) n° 1286/93 est remplacé par le texte suivant :

« 2. Les certificats d'exportation délivrés dans le cadre de la présente adjudication sont valables à partir de la date de leur délivrance au sens du paragraphe 1 jusqu'au 30 juin 1994. »

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.

⁽³⁾ JO n° L 151 du 23. 6. 1993, p. 15.

⁽⁴⁾ JO n° L 21 du 26. 1. 1994, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 131 du 28. 5. 1993, p. 16.

⁽⁶⁾ JO n° L 131 du 28. 5. 1993, p. 48.

RÈGLEMENT (CE) N° 932/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant les règlements (CE) n° 239/94, (CE) n° 240/94, (CE) n° 241/94 et (CE) n° 242/94, relatifs à l'ouverture d'adjudications de froment dur en vue d'exportation sous forme de semoules de blé dur vers l'Algérie

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 120/94⁽⁴⁾, fixe les procédures et les conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention;

considérant que, en vue de permettre l'exécution des exportations, il convient de modifier la période d'accomplissement des formalités douanières prévue aux règlements (CE) n° 239/94⁽⁵⁾, (CE) n° 240/94⁽⁶⁾, (CE) n° 241/94⁽⁷⁾ et (CE) n° 242/94⁽⁸⁾ de la Commission, modifiés par le règlement (CE) n° 513/94⁽⁹⁾; qu'il est également nécessaire de fixer à une date ultérieure la dernière adjudication partielle;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

À l'article 3 paragraphe 2 des règlements (CE) n° 239/94, (CE) n° 240/94, (CE) n° 241/94 et (CE) n° 242/94, la date du « 27 avril 1994 » est remplacée par celle du « 25 mai 1994 ».

Article 2

À l'article 5 paragraphe 2 des règlements (CE) n° 239/94, (CE) n° 240/94, (CE) n° 241/94 et (CE) n° 242/94, la date du « 31 mai 1994 » est remplacée par celle du « 30 juin 1994 ».

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.⁽³⁾ JO n° L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.⁽⁴⁾ JO n° L 21 du 26. 1. 1994, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 21.⁽⁶⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 26.⁽⁷⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 31.⁽⁸⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 36.⁽⁹⁾ JO n° L 65 du 9. 3. 1994, p. 1.

RÈGLEMENT (CE) N° 933/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

établissant la liste de substances actives des produits phytopharmaceutiques et désignant les États membres rapporteurs pour l'application du règlement (CEE) n° 3600/92

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 91/414/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽¹⁾, modifiée par la directive 93/71/CEE de la Commission ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 3600/92 de la Commission, du 11 décembre 1992, établissant les modalités de mise en œuvre de la première phase du programme de travail visé à l'article 8 paragraphe 2 de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽³⁾, et notamment l'article 5 paragraphe 2,

considérant que la participation, à titre de rapporteurs, des États membres au programme de travail visé à l'article 8 paragraphe 2 de la directive 91/414/CEE est spécifiée dans le règlement (CEE) n° 3600/92, et notamment à l'article 5 paragraphes 2 et 4;

considérant que la Commission a reçu les notifications concernant quatre-vingt-neuf des quatre-vingt-dix substances actives mentionnées à l'annexe I du règlement (CEE) n° 3600/92;

considérant que, après examen des notifications, une décision doit être prise sur les substances actives à évaluer dans le cadre du règlement (CEE) n° 3600/92 et sur la désignation d'un État membre rapporteur pour chacune de ces substances actives;

considérant qu'une décision doit être prise aussi quant à la date limite de soumission des dossiers et d'autres informations techniques ou scientifiques à l'État membre rapporteur;

considérant que les notifications devaient être faites en temps voulu et conformément au modèle indiqué à l'annexe II du règlement (CEE) n° 3600/92, rempli et contenant l'engagement visé au point 5 de ce modèle; que les notifications ne répondant pas à ces critères ne pouvaient être prises en considération et n'ont donc pas été enregistrées;

considérant que les noms et adresses des producteurs qui ont présenté une notification répondant aux critères susmentionnés doivent être publiés pour garantir que des

contacts puissent être pris en vue de la présentation de dossiers collectifs;

considérant qu'il paraît approprié d'indiquer le nom et l'adresse de l'autorité désignée par chaque État membre conformément à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3600/92 en vue de garantir que les dossiers et les autres informations soient soumis à l'autorité désignée pour recevoir et traiter ces informations;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité phytosanitaire permanent,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. La liste des substances actives à évaluer dans le cadre du règlement (CEE) n° 3600/92 se trouve à l'annexe I colonne A du présent règlement.
2. L'État membre désigné en tant qu'État membre rapporteur pour chacune des substances visées au paragraphe 1 est indiqué à l'annexe I colonne B en regard de la substance active correspondante.
3. Les producteurs, qui ont présenté en temps voulu une notification conformément à l'article 4 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3600/92, figurent à l'annexe I colonne C du présent règlement sous forme d'un code à trois lettres en regard de la substance active correspondante. Le nom et l'adresse de chaque producteur sont indiqués pour chaque identification codée à l'annexe II du présent règlement.
4. Le nom et l'adresse de l'autorité désignée par chaque État membre conformément à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3600/92 sont indiqués à l'annexe III du présent règlement.

Article 2

La date limite de soumission à l'État membre rapporteur des dossiers et des informations visés à l'article 5 paragraphe 4 troisième tiret du règlement (CEE) n° 3600/92 est fixée au 30 avril 1995.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

⁽¹⁾ JO n° L 230 du 19. 8. 1991, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 221 du 31. 8. 1993, p. 27.

⁽³⁾ JO n° L 366 du 15. 12. 1992, p. 10.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

ANNEXE I

Liste des substances actives (colonne A), des États membres rapporteurs (colonne B) et auteurs de la notification (identification codée) (colonne C)

A	B	C
Nom	État membre rapporteur	Auteur de la notification
Acéphate	Italie	UPL EFT CEQ SOC TOM IBE IQV PIB HEL INA LUX
Méthamidophos	Italie	UPL EFT MAR BAY TOM IBE IQV PIB HEL LUX
Aldicarbe	Royaume-Uni	ROP
Amitraze	Royaume-Uni	AVO CAG SOC IBE AGC INA LUX
Azinphos-éthyl	Allemagne	LUX
Azinphos-méthyl	Allemagne	BAY MAK LUX GQS
Carbendazime	Allemagne	DER UPL EFT BAS DPD AVO BCL SOC IBE IQV ARA PIB AGC ELF POR HEL CAL INA JSB LUX
Bénomyl	Allemagne	UPL MAR DPD IPC IKE IBE ARA PIB ELF HEL CAL INA LUX
Thiophanate-méthyl	Allemagne	NPS UPL CEQ ACI HEL ELL LUX
Chlorpyriphos	Espagne	ICC UPL DOE MAR GHA CEQ MAK BCL CAG ACI IBE AGC POR HEL CAL INA ELL LUX CHE
Chlorpyriphos-méthyl	Espagne	UPL DOE
Cyfluthrine	Allemagne	BAY
Bêta-cyfluthrine	Allemagne	BAY
Lambda-cyhalothrine	Portugal	STE ZEN
Cyperméthrine	Belgique	CYA STE UPL ZEN GHA CEQ MCL BCL ACI FMC IBE ELF POR HEL CAL INA ELL LUX
Alpha-cyperméthrine	Belgique	CYA INA UPL GHA FMC POR
Dnoc	France	ELF HEL CEQ INA LUX
Deltaméthrine	France	STE UPL BCL RUF SRG AGC HEL
Dinoterbe	France	ROP
Endosulfan	Espagne	UPL AVO MAK HEL CAL INA LUX
Fenthion	Grèce	BAY INA
Fenvalerate	Portugal	CEQ UPL MAR SUM ACI LUX INA POR HEL IQV CAL
Esfenvalerate	Portugal	UPL SUM
Lindane	Belgique	ROP HOC UPL INQ ACI CEQ LUX RUF IBE CAL UPL BAY CHE ACI LUX
Parathion	Italie	UPL BAY CHE ACI LUX
Parathion-méthyl	Italie	UPL EFT BAY CHE ACI SOC IBE ELF HEL CAL LUX

A	B	C				
Nom	État membre rapporteur	Auteur de la notification				
Perméthrine	Irlande	UPL	ZEN	MAR	MCL	ACI
		FMC	ELF	HEL	LUX	
Bénalaxyl	Portugal	UPL	ISA			
Métalaxyl	Portugal	CGA	SOC	MAK	ISA	IQV
		HEL	INA	DBA	LUX	
Chlorothalonil	Pays-Bas	VIS	UPL	EFT	GHA	ISK
		BCL	SOC	IBE	PIB	AGC
		POR	HEL	INA	JSB	LUX
		CAL				
Dinocap	Grèce	RHU				
Fénarimol	Royaume-Uni	DOE				
Acétate de fentine	Royaume-Uni	CIB	AVO	BCL	LUX	
Hydroxyde de fentine	Royaume-Uni	CIB	AVO	BCL	ELF	KCC
		LUX				
Flusilazole	Irlande	DPD				
Imazalil	Luxembourg	LEP	JPA	ACI	MAK	LUX
Mancozèbe	Italie	SRG	ICC	UPL	RHF	DPD
		BCL	ACI	SIR	AGC	ELF
		POR	HEL	LUX		
Manèbe	Italie	RHF	BCL	ACI	PRS	ELF
		KCC	LUX			
Zinèbe	Italie	TCH	LUX	UPL	SIR	FMF
		ELF	HEL	CAL		
Métirame	Italie	BAS				
Propinèbe	Italie	BAY	HEL			
Thirame	Belgique	JSC	UNI	BAY	ACI	UCB
		FMF	CAL	LUX		
Ferbame	Belgique	LUX				
Zirame	Belgique	UPL	ACI	SIR	UCB	FMF
		ELF	CAL	LUX	JSC	
Propiconazole	Allemagne	ZEN	CGA	BCL	MAK	
Pyrazophos	Pays-Bas	AVO				
Quintozène	Grèce	UNI	LUX			
Thiabendazole	Espagne	MSD	AGC	ELF	LUX	
Vinclozoline	France	BAS				
Procymidone	France	SUM	HEL			
Iprodione	France	ROP	AGC	LUX		
Chlozolinate	Grèce	ISA				
Chlorprophame	Pays-Bas	KIR	MTM	AGC	ELF	LUX
Prophame	Pays-Bas	LUX				
Daminozide	Pays-Bas	FIN	UNI	LUX		
Hydrazide maléique	Danemark	UNI	CFP	LUX		
Tecnazène	Royaume-Uni	ZEN				
Alachlore	Italie	PUS	MOD	IPC	ACI	MAK
		IQV	PIB	HEL	CAL	JSB
		TRA	LUX			
Amitrole (Aminotriazole)	France	BAY	CFP	HEL	JSB	LUX
Atrazine	Royaume-Uni	CGA	ACI	OXO	MAK	IKE
		HEL	CAL	LUX		
Simazine	Royaume-Uni	CGA	BCL	ACI	OXO	MAK
		IKE	HEL	CAL	LUX	
Bentazone	Allemagne	BAS	AGC	HEL	LUX	
Chlortoluron	Espagne	STE	PUS	AGL	CGA	IPC
		BCL	ACI	SOC	MAK	ARA
		SRG	POR	HEL	CAL	LUX

A	B	C
Nom	État membre rapporteur	Auteur de la notification
2,4-D	Grèce	NUF ROP AGL ACI DOE CFP SOC AHM THN IBE HEL CAL LUX
2,4-D-B	Grèce	ACI AHM
Éthofumesate	Espagne	PTM FSG SRG AVO KIR LUX BCL HEL PUS
Fluroxypyr	Allemagne	DOE
Glyphosate	Allemagne	FSG HPQ NUF STE UPL ALK ZEN PUS MAR CEQ CHE MOD IPC BCL CAG SOC OXO MAK HRM IKE TES IBE IQV ARA SRG PIB AGC ELF POR HEL CAL INA GRW KCS LUX
Ioxynil	France	ROP ACI CFP MAK LUX
Bromoxynil	France	ROP PTM ACI CFP MAK LUX
Isoproturon	Allemagne	STE ROP UPL PUS GHA CEQ AVO IPC BCL ACI CAG SOC MAK SRG AGC POR HEL CAL INA LUX
MCPA	Italie	NUF ROP BAS AGL ACI CFP OXO AZC AHM LUX ESK
MCPB	Italie	ACI AHM
Mécoprop	Danemark	ROP AGL BCL ACI CFP AZC LUX ESK
Mécoprop-P	Danemark	ROP BAS KVK BCL AZC AHM AGL LUX ESK
Metsulfuron-(méthyl)	France	BCL DPD
Thifensulfuron-(méthyl)	France	DPD
Triasulfuron	France	CGA
Molinate	Portugal	HPQ ZEN OXO CHB
Monolinuron	Royaume-Uni	AVO
Linuron	Royaume-Uni	LUX AVO IPC MAK HEL CAL INA
Paraquat	Royaume-Uni	UPL ZEN BCL APO PIB MAR HEL CAL INA GRW AGS LUX
Diquat (Dibromide)	Royaume-Uni	ZEN BCL
Pendiméthaline	Espagne	CYA STE GHA IPC MAK SRG AGC POR
Desméthiphame	Espagne	AVO SRG KIR PTM BCL LUX
Phémédiphame	Irlande	AVO FSG SRG PTM MTM TFP BCL HEL CAL LUX PUS
Propyzamide	Danemark	RHF BCL LUX
Pyridate	Pays-Bas	STE AGL AGC
Warfarine	Irlande	GAE SPI KIL SOX HEN BHS VET LUX

ANNEXE II

Liste des identifications codées, des noms et adresses des auteurs de la notification

Identification codée	Nom	Adresse
ACI	ACI International	Avenue Albert 254 B-1180 Bruxelles
AGC	AgriChem	Koopvaardijweg 9 NL-4906 CV Oosterhout
AGL	Agrolinz	Agrarchemikalien GmbH Arabellastraße 4 D-81925 München
AGS	Agrolac SA	Juan Sebastián Bach, 7 bis 2° A E-08021 Barcelona
AHM	AH Marks & Co Ltd	Wyke, Bradford West Yorkshire BD 12 9EJ United Kingdom
ALK	Alkaloida Europe	Avenue Albert 255 B-1180 Bruxelles
APO	Aporta SA	Plaza Urquinaona, 6 E-08010 Barcelona
ARA	Aragonesas Agro SA	Paseo de Recoletos, 27 E-28004 Madrid
AVO	AgrEvo GmbH	Building K 607 D-65926 Frankfurt/Main
AZC	Akzo Chemicals	Barchman Wuyterslaan 10 NL-3800 AE Amersfoort
BAS	BASF AG Registrierung	Postfach 120 D-67114 Limburgerhof
BAY	Bayer AG PF-E/Registrierung	Pflanzenschutzzentrum Monheim D-51368 Leverkusen-Bayerwerk
BCL	Barclay Chemicals	Barclay House Lilmar Industrial Estate Santry, Dublin 9 Ireland
BHS	B.H. Schilling	via Fantoli 21/13 I-20138 Milano
CAG	Chimac-Agriphar SA	Rue de Renory 26 B-4102 Ougrée (Seraing)
CAL	Calliope SA	Boîte postale 80 Route d'Artix F-64150 Noguères
CEQ	Cequisa	Muntaner, 322 1° 1° E-08021 Barcelona
CFP	CFPI	28, boulevard Camélinat F-92233 Gennevilliers
CGA	CIBA-GEIGY Ltd EC Relations Office	Noordkustlaan 18 B-1702 Groot-Bijgaarden
CHB	Chemol Benelux Ltd	Avenue des Arts 44 B-1040 Bruxelles
CHE	Cheminova Agro A/S	PO Box 9 DK-7620 Lemvig
CIB	CIBA-Geigy Agro BV	Postbus 4800 NL-4700 BA Roosendaal
CYA	Cyanamid International	Rue de Bosquet 15 B-1348 Louvain-la-Neuve

Identification codée	Nom	Adresse
DBA	DeBacker & Associés	Boulevard Brand Whitlock 30 B-1200 Bruxelles
DER	Union Derivan SA	Avda. Meridiana, 133 E-08026 Barcelona
DOE	DowElanco Europe	Letcombe Regis, Wantage Oxon OX12 9JT United Kingdom
DPD	Dupont De Nemours (France) SA	137, rue de l'Université F-75334 Paris Cedex 07
EFT	K & N Efthymiadis SA	1 Dodecanisou Str. GR-54110 Thessaloniki
ELF	Elf Atochem	1, rue des Frères Lumière F-78373 Plaisir Cedex
ELL	Ellagret SA	38 Aristotelous Str. GR-10433 Athens
ESK	Esbjerg Kemi A/S	Mådevej 80 DK-6705 Esbjerg Ø
FIN	Fine Agrochemicals Ltd	3 The Bull Ring Worcester WR2 5AA United Kingdom
FMC	FMC Europe NV	Avenue Louise 480, Box 9 B-1050 Bruxelles
FMF	FMC foret SA	Calle Córcega, 293 E-08008 Barcelona
FSG	Feinchemie Schwebda	Leuchtbergstraße 38 D-37269 Eschwege
GAE	Gaeleo Ltd	Little Island Co Cork Ireland
GHA	Gharda Chemicals Ltd	27 Woodside Avenue London SE25 5DW 4UK
GQS	General Química SA	Ctra. Puentelarrá, km 5 E-01213 Comunióñ/Alava
GRW	Grower	17 Bizaniou Str. GR-15669 Papagos, Athens
HEL	Helm AG	Nordkanalstraße 28 D-20097 Hamburg
HEN	Hentschke & Sawatzki	Kampstraße 85 D-24539 Neumünster
HOC	Hockley International Ltd	Hockley House, 354 Park Lane Poynton Stockport SK 12 1RL United Kingdom
HPQ	Herbex Produtos Químicos Lda.	Estrada de Albarraque P-2710 Sintra
HRM	Hermoo Belgium NV	Zepperenweg 257 B-3800 Sint Truiden
IBE	Iberotam	Avda. Rafael de Casanovas, 81 E-08100 Mollet del Vallès
ICC	Indofil Chemicals Co	15, Hyde Park Gardens London W 2 United Kingdom
IKE	Industrial Kern Espag.	Paseo de la Castellana, 156 1° Pl. E-28046 Madrid
INA	Industrias Afrasa	Ciudad de Sevilla, 53 46988-Pol. ind. Fuente del Jarro España-Paterna (Valencia)

Identification codée	Nom	Adresse
INQ	Industrias Químicas del Noroeste SA	Avenida del Valle, 15 E-28003 Madrid
IPC	I. Pi.Ci. Industria Prodotti Chimici	Via Fratelli Beltrami, 11 I-20026 Novate Milanese
IQV	Industrias Químicas del Vallés	Avda. Rafael de Casanovas, 81 E-08100 Mollet del Vallés
ISA	ISAGRO Srl Centro Direzionale Milano Oltre	Palazzo Raffaello Via Cassanese, 224 I-20090 Segrate (MI)
ISK	ISK Biotech Europe	Avenue Louise 480-128 B-1050 Bruxelles
JPA	Janssen Pharmaceutica Plant Protection Div.	Turnhoutseweg 30 B-2340 Beerse
JSB	SA John & Stephen B.	38, avenue Hoche F-75008 Paris
JSC	JSC International	The Frensham Suite, Friary Court 13-21 High Street Guildford Surrey GU1 3DG United Kingdom
KCC	Kocide Chem. Corp.	Via T. Invrea, 12/3 I-16129 Genova
KCS	K.C.S. Products	3 West Close Waresley Sandy Bedfordshire SG19 3BY United Kingdom
KIL	Killgerm Chemicals	115 Wakefield Rd Osset, West Yorkshire United Kingdom
KIR	Kemira Agro Benelux	Avenue Einstein B-1300 Wavre
KVK	KVK AGRO A/S	Gl. Lyngvej 2 PO Box 259 DK-4600 Køge
LEP	Farma-Lepori SA	Apartado de Correos 182 E-43700 El Vendrell
LUX	B.V. Luxan Registration Departm.	Postbus 9 NL-6600 AA Elst
MAK	Makhteshim Agan Intern. Coordination	Avenue Louise 283, Box 7 B-1050 Bruxelles
MAR	Marubeni UK plc	120 Moorgate London EC2M 6SS United Kingdom
MCL	Mitchell Cotts Chemical Ltd	PO Box 6 Stearnard Land Mirfield West Yorkshire WF14 8QB United Kingdom
MOD	Monsanto SA	Avenue de Tervuren 270-272 B-1150 Bruxelles
MSD	Merck, Sharp & Dohme Agricul. Research	Zweeflietguststraat 6 B-1130 Bruxelles
MTM	MTM Agrochemicals	18 Liverpool Road Great Sankey, Warrington Cheshire WA5 1QR United Kingdom
NPS	Nisso Chemical Europe	Königsallee 90 D-40212 Düsseldorf

Identification codée	Nom	Adresse
NUF	Law Offices of Samuel Pizar	68, boulevard de Courcelles F-75017 Paris
OXO	OXON Italia SpA	Via Sempione, 195 I-20016 Pero (Milano)
PIB	Pilar Ibérica SL Juan Amich Gali	Apartado de Correos 466 E-08080 Barcelona
POR	Portman Agrochemicals	Apex House, Grand Arcade, Tally Ho Corner 454 London N12 OEH United Kingdom
PRS	Procida SA Usine de Saint-Michel	Boîte postale 1 Saint Marcel F-13367 Marseille Cedex 11
PTM	Pen-Tsao-Materia Medica Center GmbH	Bergstraße 11 D-20095 Hamburg
PUS	Phytorus SA	PA La Malnoue 57, boulevard de l'Europe F-77184 Émerainville
RHF	Rohm & Haas France	La Tour de Lyon 185, rue de Bercy F-75579 Paris Cedex 12
RHU	Rohm & Haas UK	Lennig House, 2 Masons Avenue Croydon CR9 3NB United Kingdom
ROP	Rhône-Poulenc Agro	14-20 rue Pierre Baizet F-69009 Lyon Cedex 09
RUF	Roussel Uclaf Agrovet Division	102, route de Noisy F-93230 Romainville
SIR	Bakelite Italia (Sirlite SpA)	Via Mazzini, 104 I-20158 Solbiate Olona (Varese)
SOC	SANC	149, rue Oberkampf F-75011 Paris
SOX	Sorex Ltd	St Micheals Road Widnes, Cheshire WA8 8TJ United Kingdom
SPI	C.F. Spiess & Sohn	Postfach 1260 D-67262 Grünstadt
SRG	Stefes Research GmbH	Postfach 1450 D-50143 Kerpen
SUM	Sumitomo (UK) plc	Vitner's Place 68 Upper Thames St London EC4V 3BJ United Kingdom
TCH	Topchem BV	Hollandselaan 27 NL-1213 AM Hilversum
TES	Tessengerlo Chemie	Stationsstraat z/n B-3980 Tessenderlo
TFP	Task Force Phenmedipham TOP2	Kemisk Værk Køge Gl. Lyngvej 2 PO Box 259 D-4600 Køge
THN	Thorø Nielsen Aps	Fredensgade 10 DK-7400 Herning

Identification codée	Nom	Adresse
TOM	Tomen France SA	18, avenue de l'Opéra F-75001 Paris
TRA	Tradi-agri SA	38, avenue Hoche F-75008 Paris
UCB	UCB SA Chemical Sector	Avenue Louise 326 B-1050 Bruxelles
UNI	Uniroyal Chemical	Kenneth House 4 Langley Quay, Slough Berkshire SL3 6EH United Kingdom
UPL	United Phosphorus Ltd	The Londoner Welbeck Street London W1M 8HS United Kingdom
VET	Vetyl-Chemie	Gewerbestraße 12-14 D-66557 Illingen/Saar
VIS	Vischimi Srl	Via Friuli, 55 I-20121 Milano
ZEN	Regulatory Affairs Department Zepeca Agrochemicals	Fernhurst, Haslemere Surrey GU27 3JE United Kingdom

ANNEXE III

Liste des autorités désignées par État membre

BELGIQUE

Ministère de l'Agriculture
Inspection des matières premières
Manhattan Center-Office Tower
Avenue du boulevard, 21-9^e étage
B-1210 Bruxelles

DANEMARK

Ministry of Environment
Danish Environmental Protection Agency
Pesticide Division
Strandgade 29
DK-1401 Copenhagen K

ALLEMAGNE

Biologische Bundesanstalt für Land- und Forstwirtschaft (BBA)
Abteilung für Pflanzenschutzmittel und Anwendungstechnik
(AP)
Messeweg 11-12
D-38104 Braunschweig

GRÈCE

Ministry of Agriculture
Plant Protection Service
3-5 Hippokratous Street
GR-10679 Athens

ESPAGNE

Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación
Dirección General de Sanidad de la Producción Agraria
Juan Bravo, 3 B
E-28006 Madrid

FRANCE

Ministère de l'Agriculture
Service de la protection des Végétaux
175, rue du Chevaleret
F-75646 Paris Cedex 13

IRLANDE

Pesticide Control Service
Department of Agriculture, Food and Fisheries
Abbotstown, Castleknock
IRL-Dublin 15

ITALIE

Ministero della Sanità
DG Igiene Alimentare e Nutrizione
Divisione V (fitofarmaci e residui)
Piazza G. Marconi, 25
I-00144 Roma

LUXEMBOURG

Administration des services techniques de l'Agriculture
Service de la protection des Végétaux
Boîte postale 1904
16, route d'Esch
L-1019 Luxembourg

PAYS-BAS

College voor de Toelating van Bestrijdingsmiddelen
PO Box 217
NL-6700 AE Wageningen

PORTUGAL

Instituto de Protecção da Produção Agro-Alimentar
Centro Nacional de Protecção da Produção Agrícola (IPPAA-
CNPPA)
Quinta do Marquês
P-2780 Oeiras

ROYAUME-UNI

Pesticides Safety Directorate
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food
Rothamstead
United Kingdom Harpenden, Herts AL5 2SS

RÈGLEMENT (CE) N° 934/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

instituant des règles de gestion et de répartition spécifiques à l'égard de certains contingents quantitatifs textiles établis par le règlement (CE) n° 517/94

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

rités compétentes des États membres et notifiées à la Commission avant le 31 mars 1994 ;

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 517/94 du Conseil, du 7 mars 1994, relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation⁽¹⁾, et notamment son article 17 paragraphes 3 et 6, son article 20 et son article 21 paragraphes 2 et 3,

considérant que le Conseil, par son règlement (CE) n° 517/94, a instauré des contingents quantitatifs à l'importation de certains produits textiles originaires de certains pays tiers et a prévu, à l'article 17 paragraphe 2 dudit règlement, que ces contingents seront alloués dans l'ordre chronologique de réception des notifications des États membres selon le principe du « premier venu, premier servi » ;

considérant que, sur la base des données disponibles, il existe des raisons sérieuses de penser que, pour certains de ces contingents, les demandes d'autorisation d'importation, notifiées par les autorités compétentes des États membres, dépasseront largement les limites quantitatives fixées pour l'année 1994 ;

considérant que l'article 17 paragraphe 3 du règlement (CE) n° 517/94 prévoit qu'il est possible, dans ces circonstances, d'avoir recours à des méthodes d'allocation qui diffèrent de la méthode d'attribution fondée exclusivement sur l'ordre chronologique de réception des notifications des États membres, ainsi que de prévoir la division des contingents en tranches ;

considérant que l'importance considérable des dépassements attendus et déjà constatés sur la base des notifications enregistrées par la Commission justifie de diviser les contingents concernés en tranches afin d'en permettre une mise en œuvre progressive qui tiendrait compte des réalités du marché ; qu'il convient dès lors de diviser les contingents concernés en tranches et de prévoir que la première tranche sera répartie sur la base des demandes d'autorisation d'importation introduites auprès des auto-

considérant qu'il apparaît approprié de retenir, en ce qui concerne cette première tranche, une méthode de répartition prenant en compte les courants d'échanges traditionnels afin d'assurer une transition progressive vers le régime prévu par le règlement (CE) n° 517/94 ; que, à cette fin, il y a lieu de diviser les contingents à allouer au titre de la première tranche en deux parties, l'une réservée aux importateurs traditionnels, l'autre aux autres demandeurs ; que la part respective réservée à ces deux catégories d'opérateurs doit être fixée à des niveaux qui tout en garantissant une prise en compte réaliste des courants traditionnels assurent néanmoins à la catégorie des importateurs autres que traditionnels un accès significatif aux contingents institués par le règlement (CE) n° 517/94, et qu'il convient de définir la notion d'importateurs traditionnels en gardant à l'esprit que l'année 1993 ne peut servir de référence en raison de certaines distorsions qui ont caractérisé cette période à l'intérieur de la Communauté ;

considérant que, dans un souci d'équité, il convient de limiter le montant qui pourra être attribué individuellement aux importateurs traditionnels pour chacune des catégories et chacun des pays concernés au niveau des quantités effectivement importées en 1992 par chacun d'eux pour ces mêmes catégories et pays, et de prévoir, dans un souci de saine gestion, que, si l'ensemble des quantités à attribuer aux importateurs traditionnels excède la partie qui leur est réservée, les quantités allouées à chacun d'eux seront réduites au prorata ;

considérant que, en ce qui concerne la partie réservée aux autres opérateurs, qui sera traitée conformément à l'ordre chronologique de réception des notifications des États membres, afin de permettre un accès au plus grand nombre, il y a lieu de fixer une quantité maximale par catégorie de produits à attribuer à chaque opérateur ;

considérant que, en vue d'une utilisation optimale des quantités qui seront confirmées en application du présent règlement, il y a lieu de fixer la durée de validité des autorisations d'importation à quatre-vingt-dix jours à partir de la date de délivrance par les États membres et de n'autoriser cette délivrance, qui selon l'article 19 du règlement (CE) n° 517/94 doit intervenir dans les cinq jours ouvrables suivant la notification de la décision de la Commission, que pour autant que l'opérateur concerné puisse justifier l'existence d'un contrat et qu'il certifie ne pas

(1) JO n° L 67 du 10. 3. 1994, p. 1.

avoir déjà bénéficié à l'intérieur de la Communauté, pour la catégorie et le pays concernés, d'une autorisation d'importation ;

considérant que la confirmation par la Commission, selon les règles spécifiques de gestion et de répartition introduites par le présent règlement, des quantités qui lui seront notifiées entre le 13 et le 30 mars 1994 inclus requiert la communication par les États membres de certaines données ; qu'il y a donc lieu de préciser les informations requises et, afin de permettre une confirmation rapide par la Commission, de prévoir que cette communication se fera dans les délais les plus brefs ;

considérant qu'il convient enfin, afin d'écartier tout risque d'ambiguïté, de préciser que les règles de gestion et de répartition édictées par le présent règlement en exécution du règlement (CE) n° 517/94 s'appliquent à dater du 13 mars 1994, date de l'entrée en vigueur dudit règlement ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité institué par le règlement (CE) n° 517/94,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le présent règlement énonce certaines règles spécifiques relatives à la gestion et à la répartition des contingents quantitatifs pour l'année 1994 repris à l'annexe I du présent règlement.

Article 2

Les contingents quantitatifs visés à l'article 1^{er} sont divisés en tranches dont la première, portant sur les quantités reprises à l'annexe II, sera répartie selon les modalités précisées dans le présent règlement sur la base des demandes d'autorisation d'importation introduites auprès des autorités compétentes des États membres et notifiées à la Commission avant le 31 mars 1994.

Article 3

La première tranche visée à l'article 2 est divisée en deux parties comme indiqué à l'annexe II du présent règlement, l'une réservée aux importateurs traditionnels, l'autre aux autres opérateurs.

Sont considérés comme des importateurs traditionnels d'une catégorie de produits originaires d'un des pays visés à l'annexe II les importateurs qui justifient auprès des autorités compétentes des États membres avoir importé au cours de l'année 1992 des produits relevant de la même catégorie et originaires du même pays.

Article 4

Le montant qui pourra être attribué individuellement aux importateurs traditionnels pour chacune des catégories et pays concernés ne pourra excéder les quantités effectivement importées en 1992 par chacun d'eux pour ces mêmes catégories et pays.

Si l'ensemble des quantités à attribuer aux importateurs traditionnels sur la base des quantités notifiées par les États membres excède la partie qui leur est réservée, les quantités allouées à chacun d'eux seront réduites au prorata.

Article 5

Les demandes d'autorisation d'importation présentées par les autres opérateurs et notifiées à la Commission seront traitées dans l'ordre chronologique de réception des notifications des États membres mais ne pourront, en ce qui concerne chacun d'entre eux, être satisfaites que pour des quantités limitées aux quantités maximales par catégorie indiquée à l'annexe III. Ces quantités maximales pourront être ajustées à la hausse, selon la procédure prévue à l'article 25 du règlement (CE) n° 517/94, si sur la base des notifications des États membres il devrait être constaté par la Commission que des quantités de la partie qui leur est réservée restent inutilisées.

Article 6

La durée de validité des autorisations d'importation à délivrer par les autorités compétentes des États membres est de quatre-vingt-dix jours à partir de la date de délivrance.

Les autorisations d'importation ne seront octroyées par les autorités compétentes des États membres que pour autant que l'opérateur concerné puisse justifier de l'existence d'un contrat et certifier par une déclaration écrite ne pas avoir déjà bénéficié à l'intérieur de la Communauté, pour la catégorie et le pays concernés, d'une autorisation d'importation délivrée en exécution du présent règlement.

Article 7

Les États membres communiquent à la Commission, dans les plus brefs délais, pour chacune des notifications effectuées avant le 31 mars 1994, par catégorie et pays concernés, les quantités demandées par chaque opérateur en indiquant, le cas échéant, pour celles introduites par des importateurs traditionnels au sens de l'article 3, les quantités importées par chacun d'eux au cours de l'année 1992.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 13 mars 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

Leon BRITTAN

Membre de la Commission

ANNEXE I

Restrictions quantitatives visées à l'article 1^{er}

Pays tiers	Catégorie	Unité	Quantités
Chine	ex 13 ⁽¹⁾	1 000 pièces	150,0
	ex 18 ⁽¹⁾	tonnes	98,0
	ex 20 ⁽¹⁾	tonnes	10,0
	ex 24 ⁽¹⁾	1 000 pièces	120,0
	ex 39 ⁽¹⁾	tonnes	10,0
	ex 78 ⁽¹⁾	tonnes	3,0
	115	tonnes	450,0
	117	tonnes	450,0
	118	tonnes	950,0
	120	tonnes	63,0
	ex 136 ⁽¹⁾ ⁽²⁾	tonnes	285,0
	156	tonnes	760,0
	157	tonnes	5 400,0
	159	tonnes	3 020,0
161	tonnes	10 777,0	
Corée du Nord	4	1 000 pièces	285,0
	5	1 000 pièces	119,0
	6	1 000 pièces	144,0
	7	1 000 pièces	93,0
	8	1 000 pièces	133,0
	15	1 000 pièces	107,0
	21	1 000 pièces	2 857,0
	76	tonnes	74,0
	78	tonnes	115,0
Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et ancienne république yougoslave de Macédoine	2	tonnes	8 544,0
	2 a)	tonnes	1 931,0
	6	1 000 pièces	954,0
	7	1 000 pièces	571,0
	8	1 000 pièces	2 568,0
	16	1 000 pièces	567,0

⁽¹⁾ Les catégories précédées d'un « ex » couvrent les produits autres qu'en laine ou poils fins, coton ou fibres synthétiques ou artificielles.

⁽²⁾ Cette catégorie couvre uniquement les tissus et autres produits de soie autres qu'écrus, décrus et blanchis des codes NC : 5007 20 19, 5007 20 31, 5007 20 39, 5007 20 41, 5007 20 59, 5007 20 61, 5007 20 69, 5007 20 71, 5007 90 30, 5007 90 50, 5007 90 90.

ANNEXE II

Répartition de la première tranche à allouer aux demandes soumises par les importateurs et notifiées à la Commission avant le 31 mars 1994

Pays tiers	Catégorie	Unité	Quantités réservées pour les importateurs traditionnels	Quantités réservées pour les autres importateurs	Total
Chine	ex 13 ⁽¹⁾	1 000 pièces	75,0	30,0	105,0
	ex 18 ⁽¹⁾	tonnes	49,0	19,6	68,6
	ex 20 ⁽¹⁾	tonnes	5,0	2,0	7,0
	ex 24 ⁽¹⁾	1 000 pièces	60,0	24,0	84,0
	ex 39 ⁽¹⁾	tonnes	5,0	2,0	7,0
	ex 78 ⁽¹⁾	tonnes	1,5	0,6	2,1
	115	tonnes	225,0	90,0	315,0
	117	tonnes	225,0	90,0	315,0
	118	tonnes	475,0	190,0	665,0
	120	tonnes	31,5	12,6	44,1
	ex 136 ⁽¹⁾⁽²⁾	tonnes	142,5	57,0	199,5
	156	tonnes	380,0	152,0	532,0
	157	tonnes	2 700,0	1 080,0	3 780,0
	159	tonnes	1 510,0	604,0	2 114,0
161	tonnes	5 389,0	2 155,0	7 544,0	
Corée du Nord	4	1 000 pièces	142,5	57,0	199,5
	5	1 000 pièces	59,5	23,8	83,3
	6	1 000 pièces	72,0	28,8	100,8
	7	1 000 pièces	46,5	18,6	65,1
	8	1 000 pièces	66,5	26,6	93,1
	15	1 000 pièces	53,5	21,4	74,9
	21	1 000 pièces	1 428,5	571,4	1 999,9
	76	tonnes	37,0	14,8	51,8
	78	tonnes	57,5	23,0	80,5
Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et ancienne république yougoslave de Macédoine	2	tonnes	4 272,0	1 708,0	5 980,0
	2 a)	tonnes	965,5	386,2	1 351,7
	6	1 000 pièces	477,0	190,8	667,8
	7	1 000 pièces	285,5	114,2	399,7
	8	1 000 pièces	1 284,0	513,6	1 797,6
	16	1 000 pièces	283,5	113,4	396,9

⁽¹⁾ Les catégories précédées d'un « ex » couvrent les produits autres qu'en laine ou poils fins, coton ou fibres synthétiques ou artificielles.

⁽²⁾ Cette catégorie couvre uniquement les tissus et autres produits de soie autres qu'écrus, décrus et blanchis des codes NC : 5007 20 19, 5007 20 31, 5007 20 39, 5007 20 41, 5007 20 59, 5007 20 61, 5007 20 69, 5007 20 71, 5007 90 30, 5007 90 50, 5007 90 90.

ANNEXE III

Montants maximaux à allouer aux opérateurs autres que ceux considérés comme importateurs traditionnels de la catégorie et du pays concernés

Pays tiers	Catégorie	Unité	Montant maximal
Chine	ex 13	pièces	250
	ex 18	kilogrammes	100
	ex 20	kilogrammes	100
	ex 24	pièces	250
	ex 39	kilogrammes	100
	ex 78	kilogrammes	100
	115	kilogrammes	500
	117	kilogrammes	500
	118	kilogrammes	1 000
	120	kilogrammes	100
	ex 136	kilogrammes	500
	156	kilogrammes	500
	157	kilogrammes	500
	159	kilogrammes	250
	161	kilogrammes	250
Corée du Nord	4	pièces	2 500
	5	pièces	2 500
	6	pièces	2 500
	7	pièces	500
	8	pièces	2 500
	15	pièces	500
	21	pièces	2 500
	76	kilogrammes	500
	78	kilogrammes	500
Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et ancienne république yougoslave de Macédoine	2	kilogrammes	2 500
	2 a)	kilogrammes	2 500
	6	pièces	2 500
	7	pièces	2 500
	8	pièces	2 500
	16	pièces	2 500

RÈGLEMENT (CE) N° 935/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 845/93 fixant les superficies de base régionales applicables dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1765/92 du Conseil, du 30 juin 1992, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 232/94 ⁽²⁾, et notamment ses articles 12 et 16,

considérant que le règlement (CEE) n° 845/93 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 3074/93 ⁽⁴⁾, fixe les superficies de base applicables dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables; que, en Allemagne, des superficies de base distinctes ont été fixées pour chaque *Land*; que l'utilisation des années de référence 1989, 1990 et 1991 pour la fixation des superficies de base dans les nouveaux *Länder* ne tient pas compte de leur situation particulière, due au fait que l'unification s'est réalisée sans période transitoire; qu'il y a lieu d'ajuster les superficies de base dans les nouveaux *Länder*;

considérant qu'une modification de frontière est intervenue entre les *Länder* du Brandebourg et du Mecklembourg-Poméranie occidentale ainsi qu'entre les *Länder* du Mecklembourg-Poméranie occidentale et de Basse-Saxe; qu'il convient par conséquent d'ajuster les superficies de

base dans ces *Länder*; qu'il est nécessaire de modifier les superficies de base fixées pour certains *Länder* à compter de la campagne de commercialisation 1993/1994;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité conjoint de gestion des céréales, des matières grasses et des fourrages séchés,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'annexe du règlement (CEE) n° 845/93, les chiffres relatifs aux régions indiquées dans la rubrique intitulée « Allemagne » sont remplacés par les chiffres figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est applicable à compter de la campagne de commercialisation 1993/1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 12.

⁽²⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 88 du 8. 4. 1993, p. 27.

⁽⁴⁾ JO n° L 276 du 9. 11. 1993, p. 1.

ANNEXE

Superficies de base

(en milliers d'hectares)

	Toutes cultures	Maïs	Autres cultures
ALLEMAGNE			
• Basse-Saxe	1 423,5		
Brandebourg	878,5		
Mecklembourg-Poméranie occidentale	900,9		
Saxe	585,5		
Saxe-Anhalt	845,6		
Thuringe	525,1		

RÈGLEMENT (CE) N° 936/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

modifiant le règlement (CEE) n° 1112/93 déterminant les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges dans le secteur de la viande bovine de la Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985 vers l'Espagne et le Portugal

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment, par l'Espagne, son article 83 et, pour le Portugal son article 251,

considérant que le règlement (CEE) n° 1112/93 de la Commission ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3437/93 ⁽²⁾, a fixé les modalités d'application du mécanisme complémentaire aux échanges dans le secteur de la viande bovine et, notamment à son article 6, la durée de validité des certificats « MCE » ;

considérant que, en vue d'un meilleur étalement des livraisons en Espagne et au Portugal des produits faisant l'objet du régime « MCE », il convient d'une part, de porter la durée de validité des certificats de dix à trente jours sans que celle-ci déborde sur l'année suivante, et, d'autre part, de supprimer le délai particulier applicable aux transports maritimes ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'article 6 du règlement (CEE) n° 1112/93 est remplacé par le texte suivant :

« Article 6

Le certificat «MCE» institué au titre des articles 1^{er} et 3 du règlement (CEE) n° 744/93 est valable trente jours à partir de la date de sa délivrance effective, conformément à l'article 21 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3719/88. Toutefois, il vient à échéance au plus tard à l'issue de l'année civile au cours de laquelle il a été délivré.»

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 113 du 7. 5. 1993, p. 10.⁽²⁾ JO n° L 314 du 16. 12. 1993, p. 15.

RÈGLEMENT (CE) N° 937/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

**arrêtant les mesures définitives concernant la délivrance des certificats « MCE »
pour les échanges avec l'Espagne dans le secteur de la viande bovine**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et
notamment son article 85 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 1112/93 de la
Commission, du 6 mai 1993, déterminant les modalités
d'application du mécanisme complémentaire aux
échanges dans le secteur de la viande bovine de la
Communauté dans sa composition au 31 décembre 1985
vers l'Espagne et le Portugal et abrogeant les règlements
(CEE) n° 3810/91 et (CEE) n° 3829/92⁽¹⁾, modifié en
dernier lieu par le règlement (CE) n° 936/94⁽²⁾, a notam-
ment fixé les plafonds indicatifs applicables dans le
secteur de la viande bovine ainsi que les quantités maxi-
males pour lesquelles des certificats « MCE » peuvent être
délivrés bimestriellement ;

considérant que les certificats « MCE » délivrés suite aux
demandes introduites le 28 mars 1994 en Espagne ont
épuisé la fraction du plafond indicatif applicable au
deuxième bimestre de 1994 pour les animaux vivants ;

considérant que la Commission a en conséquence adopté,
selon une procédure d'urgence, les mesures conservatoires
appropriées par le règlement (CE) n° 697/94⁽³⁾ ; que des
mesures définitives doivent être prises ;

considérant que, au titre des mesures définitives visées à
l'article 85 paragraphe 3 de l'acte d'adhésion, il y a lieu,

afin d'éviter toute perturbation sur le marché, de
suspendre définitivement la délivrance des certificats
« MCE » ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement
sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande
bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. La délivrance de certificats « MCE » est suspendue
jusqu'au 2 mai 1994 pour les animaux vivants de l'espèce
bovine autres que les reproducteurs de race pure et les
animaux pour corridas.

2. Des demandes de certificats « MCE » peuvent être
réintroduites à partir du 3 mai 1994.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour
suivant celui de sa publication au *Journal officiel des
Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans
tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 113 du 7. 5. 1993, p. 10.

⁽²⁾ Voir page 27 du présent Journal officiel.

⁽³⁾ JO n° L 84 du 29. 3. 1994, p. 31.

RÈGLEMENT (CE) N° 938/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

relatif à la délivrance, le 30 avril 1994, des certificats d'importation pour les produits du secteur des viandes ovine et caprine originaires de certains pays tiers

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 233/94 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 3643/85 du Conseil, du 19 décembre 1985, relatif au régime à l'importation applicable à certains pays tiers dans le secteur des viandes ovine et caprine à partir de l'année 1986 ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3890/92 ⁽⁴⁾, et notamment son article 3,considérant que le règlement (CEE) n° 3653/85 de la Commission ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2779/93 ⁽⁶⁾, a fixé les modalités d'application du régime à l'importation institué par le règlement (CEE) n° 3643/85; que, conformément à l'article 2 paragraphe 5 du règlement (CEE) n° 3653/85, il convient de déterminer dans quelle mesure il peut être donné une suite favorable aux demandes de délivrance des certificats d'importation déposées au titre du deuxième trimestre de 1994;considérant que, lorsque les quantités pour lesquelles des demandes de certificats d'importation ont été déposées sont supérieures aux quantités pouvant être importées en application de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3653/85, il convient de réduire ces quantités d'un pourcentage unique, conformément à l'article 2 paragraphe 5 point b) du règlement (CEE) n° 3653/85;

considérant que, lorsque les quantités pour lesquelles des certificats ont été demandés sont inférieures ou égales aux quantités prévues par le règlement (CEE) n° 3653/85, toutes les demandes de certificats peuvent être honorées,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les États membres délivrent, le 30 avril 1994, aux conditions suivantes, les certificats d'importation prévus par le règlement (CEE) n° 3653/85 pour lesquels les demandes ont été déposées du 1^{er} au 10 avril 1994 :

- a) pour les produits relevant des codes NC 0204 10 00, 0204 21 00, 0204 22 10, 0204 22 30, 0204 22 50, 0204 22 90, 0204 23 00, 0204 50 11, 0204 50 13, 0204 50 15, 0204 50 19, 0204 50 31 et 0204 50 39, les quantités demandées originaires des autres pays tiers sont attribuées intégralement;
- b) pour les produits relevant des codes NC 0204 30 00, 0204 41 00, 0204 42 10, 0204 42 30, 0204 42 50, 0204 42 90, 0204 43 10, 0204 43 90, 0204 50 51, 0204 50 53, 0204 50 55, 0204 50 59, 0204 50 71 et 0204 50 79, les quantités demandées originaires :
 - du Chili sont attribuées intégralement,
 - des autres pays tiers sont attribuées intégralement;
- c) pour les produits relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80 et 0104 20 90, les quantités demandées originaires des autres pays tiers sont réduites de 3,846 %.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 30 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 289 du 7. 10. 1989, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 9.⁽³⁾ JO n° L 348 du 24. 12. 1985, p. 2.⁽⁴⁾ JO n° L 391 du 31. 12. 1992, p. 51.⁽⁵⁾ JO n° L 348 du 24. 12. 1985, p. 21.⁽⁶⁾ JO n° L 252 du 9. 10. 1993, p. 10.

RÈGLEMENT (CE) N° 939/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Argentine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1058/88 du Conseil, du 28 mars 1988, relatif à l'importation de sons, remoulages et autres résidus du criblage, de la mouture ou d'autres traitements des grains de céréales autres que de maïs et de riz et modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun⁽¹⁾ et notamment son article 2 paragraphe 2,

considérant que le règlement (CEE) n° 1058/88 prévoit que l'élément mobile du prélèvement, calculé conformément à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1620/93 de la Commission⁽²⁾, relatif au régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz, est diminué d'un montant égal à 40 % de la moyenne des éléments mobiles des prélèvements applicables au produit considéré au cours des trois mois précédant le mois en cours duquel ce montant est fixé ; que cette diminution est applicable aux produits relevant des codes NC 2302 30 10, 2302 30 90, 2302 40 10 et 2302 40 90 dans la limite d'une quantité maximale de 550 000 tonnes par an, à l'importation des produits en question originaires d'Argentine, ainsi que de tout autre pays tiers qui applique à l'exportation de ces produits une taxe spéciale d'un montant égal à celui dont est diminué l'élément

mobile du prélèvement et qui apporte une preuve satisfaisante du paiement de cette taxe ;

considérant que le règlement (CEE) n° 1193/88 de la Commission⁽³⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 84/89⁽⁴⁾, a défini les modalités d'application du régime particulier d'importation de sons, remoulages et autres résidus, même agglomérés sous forme de pellets, du criblage, de la mouture ou d'autres traitements des céréales autres que de maïs et de riz relevant des codes NC 2302 30 et 2302 40,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le montant visé à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1058/88 et dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable à l'importation de sons, remoulages et autres résidus originaires d'Argentine ainsi que de tout autre pays tiers satisfaisant aux conditions visées audit article est fixé en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 104 du 23. 4. 1988, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 155 du 26. 6. 1993, p. 29.

⁽³⁾ JO n° L 111 du 30. 4. 1988, p. 87.

⁽⁴⁾ JO n° L 13 du 17. 1. 1989, p. 13.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Argentine

(en écus/t)

Code NC	Montant
2302 30 10	16,66
2302 30 90	35,69
2302 40 10	16,66
2302 40 90	35,69

RÈGLEMENT (CE) N° 940/94 DE LA COMMISSION**du 27 avril 1994****fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Égypte**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1030/77 du Conseil, du 17 mai 1977, portant conclusion de l'accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la République arabe d'Égypte⁽¹⁾, et notamment le paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres relatif à l'article 13 de l'accord,

considérant que l'échange de lettres repris au règlement (CEE) n° 1030/77 prévoit que l'élément mobile du prélèvement calculé conformément à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1620/93 de la Commission⁽²⁾, relatif au régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz, est diminué d'un montant fixé chaque trimestre par la Commission; que ce montant doit être égal à 60 % de la moyenne des éléments mobiles des prélèvements valables pendant les trois mois précédant le mois au cours duquel ce montant est fixé;

considérant les éléments mobiles applicables aux produits des codes NC 2302 10, 2302 20, 2302 30 et 2302 40 pendant les mois de janvier, février et mars 1994,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le montant visé au paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres repris au règlement (CEE) n° 1030/77 et dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Égypte est fixé en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 126 du 23. 5. 1977, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 155 du 26. 6. 1993, p. 29.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Égypte

(en écus/t)

Code NC	Montant
2302 10 10	24,98
2302 10 90	53,54
2302 20 10	24,98
2302 20 90	53,54
2302 30 10	24,98
2302 30 90	53,54
2302 40 10	24,98
2302 40 90	53,54

RÈGLEMENT (CE) N° 941/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1512/76 du Conseil, du 24 juin 1976, portant conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'article 22 de l'accord de coopération et à l'article 15 de l'accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne et concernant l'importation, dans la Communauté, de sons et remoulages originaires de Tunisie⁽¹⁾, et notamment le paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres,vu le règlement (CEE) n° 1518/76 du Conseil, du 24 juin 1976, portant conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'article 21 de l'accord de coopération et à l'article 14 de l'accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la République algérienne démocratique et populaire et concernant l'importation, dans la Communauté, de sons et remoulages originaires d'Algérie⁽²⁾, et notamment le paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres,vu le règlement (CEE) n° 1525/76 du Conseil, du 24 juin 1976, portant conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'article 23 de l'accord de coopération et à l'article 16 de l'accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et le royaume du Maroc et concernant l'importation, dans la Communauté, de sons et remoulages originaires du Maroc⁽³⁾, et notamment le paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres,considérant que l'accord sous forme d'échange de lettres annexé aux règlements (CEE) n° 1512/76, (CEE) n° 1518/76 et (CEE) n° 1525/76 prévoit que l'élément mobile du prélèvement, calculé conformément à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1620/93 de la Commission⁽⁴⁾, relatif au régime d'importation et d'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz, est diminué d'un montant fixé chaque trimestre par la Commission ; que ce montant doit être égal à 60 % de la moyenne des éléments mobiles des prélèvements valables pendant les trois mois précédant le mois au cours duquel ce montant est fixé ;

considérant les éléments mobiles applicables aux produits des codes NC 2302 30 et 2302 40 pendant les mois de janvier, février et mars 1994,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le montant visé au paragraphe 3 deuxième alinéa de l'échange de lettres formant l'accord annexé aux règlements (CEE) n° 1512/76, (CEE) n° 1518/76 et (CEE) n° 1525/76 et dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires respectivement de Tunisie, d'Algérie et du Maroc est fixé en annexe.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 19.⁽²⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 37.⁽³⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 53.⁽⁴⁾ JO n° L 155 du 26. 6. 1993, p. 29.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué l'élément mobile du prélèvement applicable aux sons et remoulages originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie

(en écus/t)

Code NC	Montant
2302 30 10	24,98
2302 30 90	53,54
2302 40 10	24,98
2302 40 90	53,54

RÈGLEMENT (CE) N° 942/94 DE LA COMMISSION**du 27 avril 1994****fixant le montant dont doit être diminué le prélèvement applicable au riz importé de la république arabe d'Égypte**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du 21 juin 1976, portant organisation commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1544/93 ⁽²⁾, et notamment son article 11,
vu le règlement (CEE) n° 1250/77 du Conseil, du 17 mai 1977, relatif aux importations de riz de la république arabe d'Égypte ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er},
considérant que le règlement (CEE) n° 1250/77 prévoit que le prélèvement calculé conformément à l'article 11 du règlement (CEE) n° 1418/76 est diminué d'un montant fixé chaque trimestre par la Commission ; que ce montant doit être égal à 25 % de la moyenne des prélèvements appliqués au cours d'une période de référence ;
considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 2942/73 de la Commission, du 30 octobre 1973, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 2412/73 ⁽⁴⁾, modifié

en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 560/91 ⁽⁵⁾, la période de référence doit être le trimestre précédant le mois de la fixation du montant ;

considérant qu'il a été tenu compte des prélèvements applicables au cours des mois de janvier, février et mars 1994,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le montant visé à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1250/77 et dont doit être diminué le prélèvement applicable à l'importation de riz originaire et en provenance de la république arabe d'Égypte est fixé en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 154 du 25. 6. 1993, p. 5.

⁽³⁾ JO n° L 146 du 14. 6. 1977, p. 9.

⁽⁴⁾ JO n° L 302 du 31. 10. 1973, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 62 du 8. 3. 1991, p. 26.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant le montant dont doit être diminué le prélèvement applicable au riz importé de la république arabe d'Égypte

(en écus/t)

Code NC	Montant à déduire
1006 10 21	73,22
1006 10 23	61,33
1006 10 25	61,33
1006 10 27	61,33
1006 10 92	73,22
1006 10 94	61,33
1006 10 96	61,33
1006 10 98	61,33
1006 20 11	91,52
1006 20 13	76,66
1006 20 15	76,66
1006 20 17	76,66
1006 20 92	91,52
1006 20 94	76,66
1006 20 96	76,66
1006 20 98	76,66
1006 30 21	117,07
1006 30 23	125,72
1006 30 25	125,72
1006 30 27	125,72
1006 30 42	117,07
1006 30 44	125,72
1006 30 46	125,72
1006 30 48	125,72
1006 30 61	124,68
1006 30 63	134,77
1006 30 65	134,77
1006 30 67	134,77
1006 30 92	124,68
1006 30 94	134,77
1006 30 96	134,77
1006 30 98	134,77
1006 40 00	26,72

RÈGLEMENT (CE) N° 943/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de porc

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2759/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1249/89⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 5 première phrase,

vu le règlement (CEE) n° 2768/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, établissant, dans le secteur de la viande de porc, les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et des critères de fixation de leur montant⁽³⁾, et notamment son article 5 paragraphe 1,

considérant que, aux termes de l'article 15 du règlement (CEE) n° 2759/75, la différence entre les prix des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 dudit règlement, sur le marché mondial et dans la Communauté, peut être couverte par une restitution à l'exportation ;

considérant que l'application de ces règles et critères à la situation actuelle des marchés dans le secteur de la viande de porc conduit à fixer la restitution comme suit ;

considérant que des possibilités existent actuellement pour l'exportation des porcs des codes NC 0103 91 10 et 0103 92 19 et de certains produits du code NC 0203 ; qu'il convient de fixer une restitution pour ces produits en tenant compte des conditions de concurrence des exportateurs communautaires sur le marché mondial ;

considérant que, pour les produits des codes NC 0210 19 51 et 0210 19 81, il convient de fixer la restitution à un montant qui tienne compte, d'une part, des caractéristiques qualitatives des produits relevant de ces codes et, d'autre part, de l'évolution prévisible des coûts de production sur le marché mondial ; qu'il convient, toutefois, d'assurer le maintien de la participation de la Communauté au commerce international pour certains produits typiques italiens du code NC 0210 91 81 ;

considérant que, en raison des conditions de concurrence dans certains pays tiers qui sont traditionnellement les plus importants importateurs des produits du code NC 1601 00 et du code NC 1602, il convient de prévoir pour ces produits un montant qui tienne compte de cette situa-

tion ; qu'il convient, toutefois, d'assurer que la restitution n'est octroyée que sur le poids net des matières comestibles, exclusion faite du poids des os éventuellement contenus dans ces préparations ;

considérant que, en l'absence d'exportations économiquement importantes des autres produits du secteur de la viande de porc, il ne paraît pas opportun de prévoir une restitution pour ces produits ;

considérant que, au titre de l'article 4 du règlement (CEE) n° 2768/75, la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés peuvent rendre nécessaire la différenciation de la restitution pour les produits visés à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2759/75 suivant leur destination ;

considérant qu'il convient de fixer les restitutions en tenant compte des modifications à la nomenclature des restitutions, établie par le règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3567/93⁽⁵⁾ ;

considérant que le règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil⁽⁶⁾ a interdit les échanges entre la Communauté européenne et la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ; que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2, 4, 5 et 7 ; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de porc,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La liste des produits pour l'exportation desquels est accordée la restitution visée à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2759/75 et les montants de cette restitution sont fixés en annexe.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.⁽¹⁾ JO n° L 282 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 129 du 11. 5. 1989, p. 12.⁽³⁾ JO n° L 282 du 1. 11. 1975, p. 39.⁽⁴⁾ JO n° L 366 du 24. 12. 1987, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 327 du 28. 12. 1993, p. 1.⁽⁶⁾ JO n° L 102 du 28. 4. 1993, p. 14.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission
René STEICHEN
Membre de la Commission

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur de la viande de porc

<i>(en écus/100 kg, poids net)</i>			<i>(en écus/100 kg, poids net)</i>		
Code produit	Destination (1)	Montant des restitutions	Code produit	Destination (1)	Montant des restitutions
0103 91 10 000	01	17,00	0210 19 40 100	01	15,00
0103 92 19 000	01	17,00	0210 19 51 100	01	15,00
0203 11 10 000	01	25,00	0210 19 51 310	01	10,00
0203 12 11 100	01	25,00	0210 19 81 100	01	60,00
0203 12 19 100	01	25,00	0210 19 81 300	01	45,00
0203 19 11 100	01	25,00	1601 00 10 100	01	18,00
0203 19 13 100	01	25,00	1601 00 91 100	01	32,00
0203 19 15 100	01	17,00	1601 00 99 100	01	20,00
0203 19 55 120	01	15,00	1602 10 00 000	01	10,00
0203 19 55 190	01	15,00	1602 20 90 100	01	18,00
0203 19 55 311	01	10,00	1602 41 10 100	01	18,00
0203 19 55 391	01	10,00	1602 41 10 210	01	35,00
0203 21 10 000	01	25,00	1602 41 10 290	01	16,00
0203 22 11 100	01	25,00	1602 42 10 100	01	18,00
0203 22 19 100	01	25,00	1602 42 10 210	01	25,00
0203 29 11 100	01	25,00	1602 42 10 290	01	16,00
0203 29 13 100	01	25,00	1602 49 11 110	01	18,00
0203 29 15 100	01	17,00	1602 49 11 190	01	30,00
0203 29 55 120	01	15,00	1602 49 13 110	01	18,00
0203 29 55 190	01	15,00	1602 49 13 190	01	25,00
0203 29 55 311	01	10,00	1602 49 15 110	01	18,00
0203 29 55 391	01	10,00	1602 49 15 190	01	25,00
0210 11 11 100	01	15,00	1602 49 19 110	01	12,00
0210 11 31 110	01	60,00	1602 49 19 190	01	20,00
0210 11 31 190	01	—	1602 49 30 100	01	16,00
0210 11 31 910	01	45,00	1602 49 50 100	01	10,00
0210 12 11 100	01	10,00	1602 90 10 100	01	16,00
0210 12 19 100	01	20,00	1902 20 30 100	01	10,00

(1) Les destinations sont identifiées comme suit :

01 toutes les destinations.

NB : Les codes produits, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission, modifié.

RÈGLEMENT (CE) N° 944/94 DE LA COMMISSION
du 27 avril 1994

fixant les restitutions à l'exportation de l'huile d'olive

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3179/93⁽²⁾,

vu le règlement (CEE) n° 1650/86 du Conseil, du 26 mai 1986, relatif aux restitutions et prélèvements applicables à l'exportation d'huile d'olive⁽³⁾, et notamment son article 3 paragraphe 1 première phrase,

considérant que, aux termes de l'article 20 du règlement n° 136/66/CEE, lorsque le prix dans la Communauté est supérieur aux cours mondiaux, la différence entre ces prix peut être couverte par une restitution lors de l'exportation d'huile d'olive vers les pays tiers ;

considérant que les modalités relatives à la fixation et à l'octroi de la restitution à l'exportation de l'huile d'olive ont été arrêtées par les règlements (CEE) n° 1650/86 et (CEE) n° 616/72 de la Commission⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2962/77⁽⁵⁾ ;

considérant que, aux termes de l'article 2 premier alinéa du règlement (CEE) n° 1650/86, la restitution doit être la même pour toute la Communauté ;

considérant que, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 1650/86, la restitution pour l'huile d'olive doit être fixée en prenant en considération la situation et les perspectives d'évolution, sur le marché de la Communauté, des prix de l'huile d'olive et des disponibilités ainsi que, sur le marché mondial, des prix de l'huile d'olive ; que, toutefois, dans le cas où la situation du marché mondial ne permet pas de déterminer les cours les plus favorables de l'huile d'olive, il peut être tenu compte du prix sur ce marché des principales huiles végétales concurrentes et de l'écart constaté au cours d'une période représentative entre ce prix et celui de l'huile d'olive ; que le montant de la restitution ne peut pas être supérieur à la différence existant entre le prix de l'huile d'olive dans la Communauté et celui sur le marché mondial, ajustée, le cas échéant, pour tenir compte des frais d'exportation des produits sur ce dernier marché ;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 1650/86, il peut être décidé que la restitution soit fixée par adjudication ; et que, en outre, l'adjudication porte sur le montant de la restitution et peut être limitée à certains pays de destination, à certaines quantités, qualités et présentations ;

considérant que, au titre de l'article 2 deuxième alinéa du règlement (CEE) n° 1650/86, les restitutions pour l'huile d'olive peuvent être fixées à des niveaux différents selon la destination lorsque la situation du marché mondial ou les exigences spécifiques de certains marchés le rendent nécessaire ;

considérant que les restitutions doivent être fixées, au titre de l'article 3 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1650/86, au moins une fois par mois ; que, en cas de nécessité, elles peuvent être modifiées dans l'intervalle ;

considérant que l'application de ces modalités à la situation actuelle des marchés dans le secteur de l'huile d'olive, et notamment au prix de ce produit dans la Communauté et sur les marchés des pays tiers, conduit à fixer la restitution aux montants repris à l'annexe ;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil⁽⁶⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93⁽⁷⁾, sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres ; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 1068/93 de la Commission⁽⁸⁾, modifié par le règlement (CE) n° 547/94⁽⁹⁾ ;

considérant que le règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil⁽¹⁰⁾ a interdit les échanges entre la Communauté européenne et la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ; que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2, 4, 5 et 7 ; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des matières grasses,

⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

⁽²⁾ JO n° L 285 du 20. 11. 1993, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 145 du 30. 5. 1986, p. 8.

⁽⁴⁾ JO n° L 78 du 31. 3. 1972, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 348 du 30. 12. 1977, p. 53.

⁽⁶⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁷⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.

⁽⁸⁾ JO n° L 108 du 1. 5. 1993, p. 106.

⁽⁹⁾ JO n° L 69 du 12. 3. 1994, p. 1.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 102 du 28. 4. 1993, p. 14.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 2 point c) du règlement n° 136/66/CEE sont fixées aux montants repris en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

ANNEXE

au règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les restitutions à l'exportation de l'huile d'olive

(en écus/100 kg)

Code produit	Montant des restitutions ⁽¹⁾ ⁽²⁾
1509 10 90 100	35,00
1509 10 90 900	55,00
1509 90 00 100	42,00
1509 90 00 900	67,00
1510 00 90 100	8,00
1510 00 90 900	27,00

(¹) Pour les destinations visées à l'article 34 du règlement (CEE) n° 3665/87 de la Commission modifié, ainsi que pour les exportations vers les pays tiers.

(²) Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par le règlement (CEE) n° 990/93.

NB: Les codes produits, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission, modifié.

RÈGLEMENT (CE) N° 945/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

relatif à la fixation des restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la dixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 3142/93

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 3179/93⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 1650/86 du Conseil, du 26 mai 1986, relatif aux restitutions et prélèvements applicables à l'exportation de l'huile d'olive⁽³⁾, et notamment son article 7,considérant que le règlement (CE) n° 3142/93 de la Commission⁽⁴⁾ a ouvert une adjudication permanente pour la détermination des restitutions à l'exportation d'huile d'olive ;considérant que le règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil⁽⁵⁾ a interdit les échanges entre la Communauté européenne et la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ; que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2, 4, 5 et 7 ; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que, conformément à l'article 6 du règlement (CE) n° 3142/93, compte tenu notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché de l'huile d'olive

dans la Communauté et sur le marché mondial, et sur base des offres reçues, il est procédé à la fixation des montants maximaux des restitutions à l'exportation ; que l'adjudication est attribuée à tout soumissionnaire dont l'offre se situe au niveau de la restitution maximale à l'exportation ou à un niveau inférieur ;

considérant que l'application des dispositions précitées conduit à fixer les restitutions maximales à l'exportation aux montants repris en annexe ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des matières grasses,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la dixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 3142/93 sont fixées en annexe sur base des offres déposées pour le 23 avril 1994.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.⁽²⁾ JO n° L 285 du 20. 11. 1993, p. 9.⁽³⁾ JO n° L 145 du 30. 5. 1986, p. 8.⁽⁴⁾ JO n° L 281 du 16. 11. 1993, p. 3.⁽⁵⁾ JO n° L 102 du 28. 4. 1993, p. 14.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la dixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 3142/93

(en écus/100 kg)

Code produit	Montant de la restitution (1)
1509 10 90 100	37,00
1509 10 90 900	58,00
1509 90 00 100	44,00
1509 90 00 900	—
1510 00 90 100	10,00
1510 00 90 900	—

(1) Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par le règlement (CEE) n° 990/93.

NB: Les codes produits, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission (JO n° L 366 du 24. 12. 1987, p. 1), modifié.

RÈGLEMENT (CE) N° 946/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la quarante-sixième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CEE) n° 1144/93

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 133/94 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 premier alinéa point b),

considérant que, en vertu du règlement (CEE) n° 1144/93 de la Commission, du 10 mai 1993, concernant une adjudication permanente pour la détermination de prélèvements et/ou de restitutions à l'exportation de sucre blanc ⁽³⁾, il est procédé à des adjudications partielles pour l'exportation de ce sucre ;

considérant que, selon les dispositions de l'article 9 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1144/93, un montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé, le cas échéant, pour l'adjudication partielle en cause en tenant compte notamment de la situation et de l'évolution prévisible du marché du sucre dans la Communauté et sur le marché mondial ;

considérant que, après examen des offres, il convient d'arrêter pour la quarante-sixième adjudication partielle les dispositions visées à l'article 1^{er} ;

considérant que le règlement (CEE) n° 990/93 du Conseil ⁽⁴⁾ a interdit les échanges entre la Communauté

européenne et la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ; que cette interdiction ne s'applique pas à certaines situations telles qu'énumérées de façon limitative à ses articles 2, 4, 5 et 7 ; qu'il convient d'en tenir compte lors de la fixation des restitutions ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion du sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Pour la quarante-sixième adjudication partielle de sucre blanc, effectuée en vertu du règlement (CEE) n° 1144/93, le montant maximal de la restitution à l'exportation est fixé à 36,253 écus par 100 kilogrammes.

2. Les restitutions à l'exportation vers la république fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peuvent être octroyées que dans le respect des conditions prévues par le règlement (CEE) n° 990/93.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 22 du 27. 1. 1994, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 116 du 12. 5. 1993, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 102 du 28. 4. 1993, p. 14.

RÈGLEMENT (CE) N° 947/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 ⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 5 et son article 11 paragraphe 3,vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93 ⁽⁴⁾,considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CE) n° 819/94 de la Commission ⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de rete-

nir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de marché, constaté au cours de la période de référence du 26 avril 1994 en ce qui concerne les monnaies flottantes ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 819/94 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 1766/92 sont fixés en annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.⁽⁵⁾ JO n° L 94 du 13. 4. 1994, p. 16.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus / t)

Code NC	Pays tiers (*)
0709 90 60	97,61 ⁽²⁾ ⁽³⁾
0712 90 19	97,61 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1001 10 00	5,60 ⁽¹⁾ ⁽⁵⁾
1001 90 91	90,66
1001 90 99	90,66 ⁽⁹⁾
1002 00 00	119,50 ⁽⁶⁾
1003 00 10	123,17
1003 00 90	123,17 ⁽⁹⁾
1004 00 00	98,40
1005 10 90	97,61 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1005 90 00	97,61 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1007 00 90	103,35 ⁽⁴⁾
1008 10 00	33,67 ⁽⁹⁾
1008 20 00	48,17 ⁽⁴⁾ ⁽⁹⁾
1008 30 00	0 ⁽⁵⁾
1008 90 10	(7)
1008 90 90	0
1101 00 00	164,47 ⁽⁹⁾
1102 10 00	205,81
1103 11 10	40,91
1103 11 90	188,26
1107 10 11	172,25
1107 10 19	131,46
1107 10 91	230,12 ⁽¹⁰⁾
1107 10 99	174,70 ⁽⁹⁾
1107 20 00	201,79 ⁽¹⁰⁾

(1) Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(2) Conformément au règlement (CEE) n° 715/90, les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et importés directement dans les départements français d'outre-mer.

(3) Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

(4) Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est perçu conformément au règlement (CEE) n° 715/90.

(5) Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(6) Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1902/92 (JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 3), et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22), modifié par le règlement (CEE) n° 560/91 (JO n° L 62 du 8. 3. 1991, p. 26).

(7) Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

(8) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

(9) Les produits relevant de ce code importés dans le cadre des accords conclus entre la Pologne et la Hongrie et la Communauté et dans le cadre des accords intérimaires entre la République tchèque, la République slovaque, la Bulgarie et la Roumanie et la Communauté et pour lesquels est présenté un certificat EUR 1, délivré dans les conditions prévues dans les règlements (CE) n° 121/94 ou (CE) n° 335/94 sont soumis aux prélèvements repris à l'annexe desdits règlements.

(10) En vertu du règlement (CEE) n° 1180/77 du Conseil, ce prélèvement est diminué de 5,44 écus par tonne pour les produits originaires de Turquie.

RÈGLEMENT (CE) N° 948/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 2193/93 ⁽²⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93 ⁽⁴⁾,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 1681/93 de la Commission ⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de

marché, constaté au cours de la période de référence du 26 avril 1994 en ce qui concerne les monnaies flottantes;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour l'importation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 1766/92 sont fixées en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO n° L 196 du 5. 8. 1993, p. 22.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.

⁽⁵⁾ JO n° L 159 du 1. 7. 1993, p. 11.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus/t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme
	4	5	6	7
0709 90 60	0	0	0	0
0712 90 19	0	0	0	0
1001 10 00	0	0	0	0
1001 90 91	0	0	0	1,48
1001 90 99	0	0	0	1,48
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0
1003 00 90	0	0	0	0
1004 00 00	0	0	0	0
1005 10 90	0	0	0	0
1005 90 00	0	0	0	0
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	0
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	0	0	2,57
1102 10 00	0	0	0	0
1103 11 10	0	0	0	0
1103 11 90	0	0	0	0

B. Malt

(en écus/t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme	4 ^e terme
	4	5	6	7	8
1107 10 11	0	0	0	2,63	2,63
1107 10 19	0	0	0	1,97	1,97
1107 10 91	0	0	0	0	0
1107 10 99	0	0	0	0	0
1107 20 00	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CE) N° 949/94 DE LA COMMISSION

du 27 avril 1994

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 133/94 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 3528/93 ⁽⁴⁾, et notamment son article 5,considérant que les prélèvements applicables à l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1695/93 de la Commission ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 921/94 ⁽⁶⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1695/93 aux données dont la Commission a connaissance conduit à

modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de marché, constaté au cours de la période de référence du 26 avril 1994 en ce qui concerne les monnaies flottantes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation visés à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 sont, pour le sucre brut de la qualité type et le sucre blanc, fixés en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 28 avril 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.⁽²⁾ JO n° L 22 du 27. 1. 1994, p. 7.⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 320 du 22. 12. 1993, p. 32.⁽⁵⁾ JO n° L 159 du 1. 7. 1993, p. 40.⁽⁶⁾ JO n° L 105 du 27. 4. 1994, p. 15.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en écus/100 kg)

Code NC	Montant du prélèvement ⁽²⁾
1701 11 10	33,59 ⁽¹⁾
1701 11 90	33,59 ⁽¹⁾
1701 12 10	33,59 ⁽¹⁾
1701 12 90	33,59 ⁽¹⁾
1701 91 00	38,91
1701 99 10	38,91
1701 99 90	38,91 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 ou 3 du règlement (CEE) n° 837/68 de la Commission (JO n° L 151 du 30. 6. 1968, p. 42), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1428/78 (JO n° L 171 du 28. 6. 1978, p. 34).

⁽²⁾ Le présent montant, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1785/81, est également applicable aux sucres obtenus à partir du sucre blanc et du sucre brut additionnés de substances autres que les aromatisants ou les colorants.

⁽³⁾ L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

RÈGLEMENT (CE) N° 950/94 DE LA COMMISSION**du 27 avril 1994****fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 233/94 ⁽²⁾, et notamment son article 10,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées ont été fixés par le règlement (CE) n° 3624/93 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 685/94 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 3624/93 aux données et cotations

dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées sont fixés en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 2 mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 289 du 7. 10. 1989, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 328 du 29. 12. 1993, p. 73.

⁽⁴⁾ JO n° L 84 du 29. 3. 1994, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation d'ovins et de caprins vivants ainsi que de viandes ovine et caprine autres que les viandes congelées (*)

(en écus/100 kg)

Code NC	Semaine n° 18 du 2 au 8 mai 1994	Semaine n° 19 du 9 au 15 mai 1994	Semaine n° 20 du 16 au 22 mai 1994	Semaine n° 21 du 23 au 29 mai 1994	Semaine n° 22 du 30 mai au 5 juin 1994
0104 10 30 (1)	79,040	77,677	75,858	73,583	71,308
0104 10 80 (1)	79,040	77,677	75,858	73,583	71,308
0104 20 90 (1)	79,040	77,677	75,858	73,583	71,308
0204 10 00 (2)	168,170	165,270	161,400	156,560	151,720
0204 21 00 (2)	168,170	165,270	161,400	156,560	151,720
0204 22 10 (2)	117,719	115,689	112,980	109,592	106,204
0204 22 30 (2)	184,987	181,797	177,540	172,216	166,892
0204 22 50 (2)	218,621	214,851	209,820	203,528	197,236
0204 22 90 (2)	218,621	214,851	209,820	203,528	197,236
0204 23 00 (2)	306,069	300,791	293,748	284,939	276,130
0204 50 11 (2)	168,170	165,270	161,400	156,560	151,720
0204 50 13 (2)	117,719	115,689	112,980	109,592	106,204
0204 50 15 (2)	184,987	181,797	177,540	172,216	166,892
0204 50 19 (2)	218,621	214,851	209,820	203,528	197,236
0204 50 31 (2)	218,621	214,851	209,820	203,528	197,236
0204 50 39 (2)	306,069	300,791	293,748	284,939	276,130
0210 90 11 (3)	218,621	214,851	209,820	203,528	197,236
0210 90 19 (3)	306,069	300,791	293,748	284,939	276,130

(1) Le prélèvement applicable est limité dans les conditions prévues aux règlements (CEE) n° 3643/85, (CEE) n° 715/90 et (CE) n° 3609/93 du Conseil et (CEE) n° 19/82 et (CE) n° 3581/93 de la Commission.

(2) Le prélèvement applicable est limité au montant résultant soit de la consolidation dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), soit des conditions prévues aux règlements (CEE) n° 1985/82, (CEE) n° 3643/85, (CEE) n° 715/90 et (CE) n° 3609/93 du Conseil et (CEE) n° 19/82 et (CE) n° 3581/93 de la Commission.

(3) Le prélèvement applicable est limité dans les conditions prévues aux règlements (CEE) n° 715/90 du Conseil et (CEE) n° 19/82 de la Commission.

(*) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

RÈGLEMENT (CE) N° 951/94 DE LA COMMISSION**du 27 avril 1994****fixant les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil, du 25 septembre 1989, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 233/94 ⁽²⁾, et notamment son article 10,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation de viandes ovine et caprine congelées ont été fixés par le règlement (CE) n° 3625/93 de la Commission ⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 686/94 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CE) n° 3625/93 aux données et cotations

dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les prélèvements à l'importation de viandes ovine et caprine congelées sont fixés en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 2 mai 1994.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 27 avril 1994.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 289 du 7. 10. 1989, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 30 du 3. 2. 1994, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 328 du 29. 12. 1993, p. 45.

⁽⁴⁾ JO n° L 84 du 29. 3. 1994, p. 3.

ANNEXE

**du règlement de la Commission, du 27 avril 1994, fixant les prélèvements à l'importation
de viandes ovine et caprine congelées ⁽¹⁾ ⁽²⁾**

(en écus/100 kg)

Code NC	Semaine n° 18 du 2 au 8 mai 1994	Semaine n° 19 du 9 au 15 mai 1994	Semaine n° 20 du 16 au 22 mai 1994	Semaine n° 21 du 23 au 29 mai 1994	Semaine n° 22 du 30 mai au 5 juin 1994
0204 30 00	118,628	116,453	113,550	109,920	106,290
0204 41 00	118,628	116,453	113,550	109,920	106,290
0204 42 10	83,040	81,517	79,485	76,944	74,403
0204 42 30	130,491	128,098	124,905	120,912	116,919
0204 42 50	154,216	151,389	147,615	142,896	138,177
0204 42 90	154,216	151,389	147,615	142,896	138,177
0204 43 10	215,903	211,944	206,661	200,054	193,448
0204 43 90	215,903	211,944	206,661	200,054	193,448
0204 50 51	118,628	116,453	113,550	109,920	106,290
0204 50 53	83,040	81,517	79,485	76,944	74,403
0204 50 55	130,491	128,098	124,905	120,912	116,919
0204 50 59	154,216	151,389	147,615	142,896	138,177
0204 50 71	154,216	151,389	147,615	142,896	138,177
0204 50 79	215,903	211,944	206,661	200,054	193,448

(¹) Le prélèvement applicable est limité au montant résultant soit de la consolidation dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), soit des conditions prévues aux règlements (CEE) n° 1985/82, (CEE) n° 3643/85, (CEE) n° 715/90 et (CE) n° 3609/93 du Conseil et (CEE) n° 19/82 et (CE) n° 3581/93 de la Commission.

(²) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 19 avril 1994

relative à l'octroi par la Communauté de bonifications d'intérêts sur les prêts que la Banque européenne d'investissement accorde aux petites et moyennes entreprises dans le cadre de son mécanisme temporaire de prêt

(94/217/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 235,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,

considérant que le Conseil européen d'Édimbourg a invité la Banque européenne d'investissement (BEI) à envisager de toute urgence et d'un œil favorable la création d'un nouveau mécanisme temporaire de prêt de 5 milliards d'écus au sein de la BEI, afin d'accélérer le financement des projets d'infrastructure, notamment ceux qui ont trait aux réseaux transeuropéens; que le conseil des gouverneurs de la BEI a décidé de créer ce mécanisme le 10 février 1993;

considérant que le Conseil européen de Copenhague a invité la BEI à ajouter 3 milliards d'écus à ce mécanisme et à proroger sa durée au-delà de 1994; qu'un montant d'un milliard d'écus sur cette augmentation sera réservé au renforcement de la compétitivité des petites et moyennes entreprises européennes (mécanisme PME);

considérant que le Conseil européen de Copenhague a également invité le Conseil à examiner la manière dont cette partie des crédits réservée aux petites et moyennes entreprises pourrait être assortie de bonifications d'intérêts pouvant atteindre un maximum de trois points de pourcentage pendant cinq ans, étant entendu que l'octroi de ces bonifications serait lié à la création d'emplois et serait financé dans le cadre des perspectives budgétaires actuelles; que le Conseil européen de Bruxelles du 29 octobre 1993 a demandé au Conseil d'assurer qu'un

mécanisme de bonification d'intérêts en faveur des petites et moyennes entreprises sera mis en place conformément aux orientations du Conseil européen de Copenhague et conformément aux conclusions du Conseil européen d'Édimbourg sur la rentabilité des dépenses communautaires;

considérant que la présente action s'inscrirait dans le cadre de l'initiative communautaire visant à stimuler la croissance économique; que le Conseil européen d'Édimbourg a reconnu l'importance des petites et moyennes entreprises pour la création d'emplois et la stimulation de la croissance;

considérant que le Conseil a adopté, le 28 juillet 1989, la décision 89/490/CEE relative à l'amélioration de l'environnement des entreprises et à la promotion du développement des entreprises, en particulier des petites et moyennes entreprises, dans la Communauté ⁽³⁾; que le programme de soutien prévu par cette décision a été révisé par la décision 91/319/CEE ⁽⁴⁾;

considérant que, par sa résolution du 17 juin 1992 ⁽⁵⁾, le Conseil a recommandé à la Commission d'entreprendre les actions nécessaires à la création d'un environnement favorable aux entreprises et notamment aux petites et moyennes entreprises;

considérant que le Conseil a adopté, le 14 juin 1993, la décision 93/379/CEE relative à un programme pluriannuel d'actions communautaires pour renforcer les axes prioritaires et pour assurer la continuité et la consolidation de la politique d'entreprises, notamment des petites et moyennes entreprises, dans la Communauté ⁽⁶⁾;

⁽³⁾ JO n° L 239 du 16. 8. 1989, p. 33.

⁽⁴⁾ JO n° L 175 du 4. 7. 1991, p. 32.

⁽⁵⁾ JO n° C 178 du 15. 7. 1992, p. 8.

⁽⁶⁾ JO n° L 161 du 2. 7. 1993, p. 68.

⁽¹⁾ JO n° C 10 du 14. 1. 1994, p. 13.

⁽²⁾ JO n° C 114 du 25. 4. 1994.

considérant que le mécanisme sera disponible dans toute la Communauté et sera mis en œuvre le plus rapidement possible ;

considérant que le mécanisme sera utilisé, le cas échéant, en liaison avec d'autres instruments financiers de la Communauté ;

considérant que la BEI a indiqué qu'elle était prête à participer à la mise en œuvre de la présente décision ;

considérant que la BEI et la Commission passeront un accord de coopération concernant la mise en œuvre du mécanisme ;

considérant que le traité ne prévoit pas, pour l'adoption de la présente décision, d'autres pouvoirs d'action que ceux de l'article 235,

DÉCIDE :

Article premier

La Communauté octroie des bonifications destinées à réduire le taux d'intérêt des prêts que la BEI accorde aux petites et moyennes entreprises dans la Communauté, à concurrence d'un montant total de 1 milliard d'écus en principal. Ces prêts sont accordés par la BEI selon les modalités applicables aux prêts consentis dans le cadre du mécanisme temporaire initialement institué par le conseil des gouverneurs de la BEI le 10 février 1993, puis étendu par ce conseil le 30 novembre 1993. Seuls peuvent bénéficier de ces bonifications les projets d'investissements qui prévoient la création d'emplois.

Les bonifications d'intérêts communautaires sont fixées à 200 points de base ; elles sont accordées aux bénéficiaires des prêts pour une période maximale de cinq ans.

Les décisions d'octroi par la BEI des prêts bénéficiant de la bonification susvisée sont prises dans un délai de douze mois à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 2

Le mécanisme est administré par la BEI au nom de la Communauté avec le même soin qu'elle apporte aux opérations réalisées sur ses ressources propres.

Les modalités de mise en œuvre de la présente décision sont fixées dans un accord de coopération passé entre la Commission et la BEI. En particulier, cet accord devra prévoir les modalités permettant, pour chaque projet, de définir l'objectif de création d'emplois prévu à l'article 1^{er} et d'assurer le suivi de sa réalisation.

Article 3

La Commission transmet chaque année au Parlement européen et au Conseil un rapport d'évaluation sur la mise en œuvre de la présente décision. En particulier, elle fait le point sur l'utilisation globale du mécanisme « PME » dans la Communauté et l'effet constaté sur la création d'emplois et sur les taux d'intérêts pour les investissements effectués par les petites et moyennes entreprises dans le cadre du mécanisme, sur la base des informations que la BEI met pour ce faire à sa disposition. Un premier rapport sera soumis avant le 30 octobre 1994.

Fait à Luxembourg, le 19 avril 1994.

Par le Conseil

Le président

Th. PANGALOS

DÉCISION DU CONSEIL**du 19 avril 1994****portant nomination d'un membre suppléant du Comité des régions**

(94/218/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 198 A,

vu la décision du Conseil, du 26 janvier 1994, portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période du 26 janvier 1994 au 25 janvier 1998 ⁽¹⁾,

considérant qu'un siège de membre suppléant du Comité est vacant à la suite de la démission de M. Vito Savino portée à la connaissance du Conseil en date du 18 mars 1994 ;

vu la proposition du gouvernement italien,

DÉCIDE :

Article unique

M. Giuseppe Martellota est nommé membre suppléant du Comité des régions en remplacement de M. Vito Savino pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 1998.

Fait à Luxembourg, le 19 avril 1994.

*Par le Conseil**Le président*

Th. PANGALOS

(¹) JO n° L 31 du 4. 2. 1994, p. 29.

DÉCISION DU CONSEIL
du 19 avril 1994
portant nomination d'un membre suppléant du Comité des régions

(94/219/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 198 A,

vu la décision du Conseil, du 26 janvier 1994, portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période du 26 janvier 1994 au 25 janvier 1998 ⁽¹⁾,

considérant qu'un siège de membre suppléant du Comité est vacant à la suite de la démission de M. Heinz Fromm portée à la connaissance du Conseil en date du 28 mars 1994 ;

vu la proposition du gouvernement allemand,

DÉCIDE :

Article unique

M. Matthias Kurth est nommé membre suppléant du Comité des régions en remplacement de M. Heinz Fromm pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 1998.

Fait à Luxembourg, le 19 avril 1994.

Par le Conseil

Le président

Th. PANGALOS

⁽¹⁾ JO n° L 31 du 4. 2. 1994, p. 29.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 26 janvier 1994

enjoignant à la France de suspendre le versement d'une aide au groupe Bull accordée en violation de l'article 93 paragraphe 3 du traité CE

(Le texte en langue française est le seul faisant foi.)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(94/220/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 93 paragraphes 2 et 3,

considérant ce qui suit :

- (1) Dans une lettre, datée du 6 décembre 1993, les autorités françaises ont informé la Commission qu'elles avaient l'intention de procéder à une nouvelle recapitalisation du groupe Bull (ci-après « Bull »), d'un montant de 8,6 milliards de francs français, dont 7 milliards de francs seraient souscrits par l'État français et le solde par France Télécom.

La lettre indiquait également que, sur ce montant total, 4,5 milliards de francs seraient versés par l'État français au titre de l'exercice financier 1993 de Bull. Les autorités françaises ont indiqué au membre de la Commission responsable de la politique de concurrence que l'État français avait déjà effectué ce versement, fait qui a été confirmé ultérieurement par la représentation permanente de la France. En outre, il apparaît que l'injection de capitaux de France Télécom, d'un montant de 1,6 milliard de francs, a également été versée.

Ces versements ayant été effectués en violation de l'article 93 paragraphe 3 du traité CE et compte tenu du fait que la Commission n'a pas encore pris de décision au sujet des aides en question, ils doivent être considérés comme illégaux.

- (2) Par lettre, datée du 8 décembre 1993, la Commission a demandé au gouvernement français de retarder les injections de capitaux jusqu'à ce qu'elle soit en mesure de prendre une décision à ce sujet ; cette lettre demandait en outre des informations détaillées au sujet des plans de restructuration de Bull.

Le 17 décembre 1993, la Commission a adressé aux autorités françaises une nouvelle lettre concernant le montant des injections de capitaux qui n'avait pas été versé au titre de l'exercice 1993, dans laquelle elle demandait des informations détaillées au sujet de ces injections et joignait, à cet effet, une liste de points particuliers.

En outre, cette lettre indiquait que si la Commission ne recevait pas les renseignements demandés dans un délai de quinze jours ouvrables, elle serait dans l'obligation d'engager la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2 et de prendre une décision suspensive au sujet de cette mesure.

- (3) Le délai de réponse de quinze jours ouvrables est arrivé à expiration le 11 janvier 1994. Bien qu'une réponse faisant référence aux deux lettres susmentionnées de la Commission ait été reçue à cette date, elle n'apportait de réponse à aucune des questions posées.
- (4) D'après les informations dont la Commission dispose, la mesure d'aide consisterait dans une nouvelle injection de capitaux de l'État français s'élevant à 2,5 milliards de francs.

Cette injection peut être considérée comme une aide, car un investisseur privé opérant dans les conditions normales d'une économie de marché ne l'aurait pas effectuée. On peut en donner comme preuve la situation financière critique de Bull et la prévision selon laquelle la recapitalisation actuelle aura été totalement absorbée, à 4 milliards de francs près, d'ici à la fin du processus de restructuration de Bull.

En outre, l'injection ne répond pas aux critères énoncés dans la communication de la Commission de 1984 concernant les participations des autorités publiques dans les capitaux des entreprises ni dans la communication de la Commission de 1993 concernant les entreprises publiques du secteur manufacturier.

- (5) Compte tenu de ce qui précède et, comme la Cour l'a reconnu dans son arrêt du 14 février 1990 dans l'affaire C-301/87 (Boussac)⁽¹⁾, en cas de violation de l'article 93 paragraphe 3, la Commission est en droit de prendre une décision provisoire enjoignant à l'État membre en question, en l'occurrence la France, de suspendre immédiatement le versement de l'aide en cause à Bull et de fournir à la Commission tous les documents, informations et données nécessaires pour examiner la compatibilité de l'aide avec le marché commun.

De plus, et suivant cette même jurisprudence, au cas où la France omettrait de se conformer à la présente décision en ne suspendant pas le versement de l'aide, la Commission pourrait, tout en poursuivant l'examen quant au fond, saisir directement la Cour de justice pour faire constater cette violation de sa décision, et ce conformément à l'article 93 paragraphe 2 deuxième alinéa.

Compte tenu de l'effet direct de l'article 93 paragraphe 3⁽²⁾ et de l'obligation claire et inconditionnelle de suspendre immédiatement le versement de l'aide, la présente décision doit déployer la plénitude de ses effets dans l'ordre juridique français sans qu'il soit nécessaire de modifier par voie législative ou réglementaire l'acte législatif instaurant ladite aide.

La Commission rappelle à cet égard que, selon la jurisprudence de la Cour, il incombe non seulement aux juridictions internes mais aussi aux administrations nationales, y compris les autorités communales ou régionales, d'appliquer les dispositions communautaires en lieu et place des dispositions nationales qui seraient en conflit avec les premières⁽³⁾.

Par une décision séparée prise le 26 janvier 1994, la Commission a également engagé à l'égard de cette aide la procédure prévue à l'article 93 paragraphe 2, estimant, sur la base des informations dont elle dispose, que cette aide n'est pas compatible avec le marché commun en vertu de l'article 92 paragraphe 1 ni avec le fonctionnement de l'accord sur l'Espace économique européen en vertu de l'article 61 paragraphe 1 dudit accord et qu'elle ne saurait à ce stade bénéficier des dérogations prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 92.

La Commission rappelle que, au cas où cette aide ferait l'objet ultérieurement d'une décision finale

négative, elle peut exiger le remboursement de tout versement illégal effectué en violation des règles procédurales prévues à l'article 93 paragraphe 3⁽⁴⁾. La suppression des aides comporte leur remboursement ainsi que le paiement d'intérêts calculés au taux du marché sur lequel se fonde le taux de référence français⁽⁵⁾, intérêts commençant à courir à partir de la date de l'octroi des aides illégales. Cette mesure apparaît nécessaire pour rétablir la situation antérieure⁽⁶⁾ en supprimant tous les avantages financiers dont l'entreprise ayant perçu les aides illégales a indûment bénéficié depuis la date du versement de ces aides,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

La France est tenue de suspendre immédiatement le versement de toute nouvelle aide en faveur de Bull accordée en violation des dispositions de l'article 93 paragraphe 3, en particulier l'injection de capitaux prévue d'un montant de 2,5 milliards de francs français, et de communiquer à la Commission, dans un délai de quinze jours, les mesures qu'elle a prises pour se conformer à cette obligation.

Article 2

La France est tenue de fournir, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la présente décision, tous les renseignements utiles permettant une appréciation quant au fond des aides visées à l'article 1^{er} et en particulier ceux demandés dans la lettre de la Commission du 17 décembre 1993 aux autorités françaises.

Article 3

La République française est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 1994.

Par la Commission

Karel VAN MIERT

Membre de la Commission

⁽¹⁾ Recueil 1990, p. I-307.

⁽²⁾ Voir arrêts dans l'affaire 77/72, Capolongo, Recueil 1973, p. 611, dans l'affaire 120/73, Lorenz, Recueil 1973, p. 1474 et dans l'affaire 78/76, Steinicke, Recueil 1977, p. 595.

⁽³⁾ Voir arrêts dans l'affaire 166/77, Simmenthal, Recueil 1978, p. 629 et dans l'affaire 103/88, Costanzo, Recueil 1989, p. 1839.

⁽⁴⁾ Voir arrêts dans l'affaire 70/72, Kohlegesetz, Recueil 1973, p. 813 et dans l'affaire 310/85, Deufil, Recueil 1987, p. 901. Voir aussi communication de la Commission, JO n° C 318 du 24. 11. 1983, p. 3.

⁽⁵⁾ JO n° C 31 du 3. 2. 1979, p. 9, annexe, point 15 des motifs.

⁽⁶⁾ Voir arrêt dans l'affaire C-142/87, Tubemeuse, Recueil 1990, p. I-959.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 15 avril 1994

modifiant la décision 92/452/CEE établissant la liste des équipes de collecte d'embryons agréées, dans les pays tiers, pour les exportations vers la Communauté d'embryons d'animaux de l'espèce bovine

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(94/221/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 89/556/CEE du Conseil, du 25 septembre 1989, fixant les conditions de police sanitaire régissant les échanges intracommunautaires et les importations en provenance de pays tiers d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 93/52/CEE⁽²⁾, et notamment son article 8,

considérant que la décision 92/452/CEE de la Commission⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 93/677/CE⁽⁴⁾, a établi la liste des équipes de collecte d'embryons agréées dans les pays tiers pour les exportations d'embryons d'animaux domestiques de l'espèce bovine vers la Communauté;

considérant que les autorités vétérinaires compétentes du Canada et des États-Unis d'Amérique ont communiqué des modifications de la liste des équipes agréées sur leur territoire;

considérant qu'il est dès lors nécessaire de modifier la liste des équipes agréées en ce qui concerne le Canada et les États-Unis d'Amérique;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

À l'annexe de la décision 92/452/CEE :

a) sous la rubrique « Canada », l'équipe de collecte d'embryons suivante est ajoutée :

« E581	R.R. 4D, Owen Sound, Ontario, N4K 5N6	Dr Everett Hall » ;
--------	--	---------------------

b) sous la rubrique « États-Unis d'Amérique » :

— les équipes de collecte d'embryons suivantes sont ajoutées :

« E821 93GA061	Dr John Dale Lott, 1390 Belmont Road, Athens, GA 30605	Dr John Dale Lott
E857 93WI060	Dr Byron W. Williams, W 6279 Sumac Road, Plymouth, WI 53073	Dr Byron W. Williams

⁽¹⁾ JO n° L 302 du 10. 10. 1989, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 175 du 19. 7. 1993, p. 21.⁽³⁾ JO n° L 250 du 29. 8. 1992, p. 40.⁽⁴⁾ JO n° L 316 du 17. 12. 1993, p. 44.

E1139 93MD062	Genetic Management, 10132 C Hansonville Road, Frederick, Maryland	Dr John Heizer
E1139 93MD063	Genetic Management, 10132 C Hansonville Road, Frederick, Maryland	Dr Tom Mercurio
E600 93WA061	Mr Baker Vet and E.T., 9320 Weldkamp Road, Lynden, Washington	Dr Blake Bostrum
E655 93WI064	Sunshine Genetics, Rt 2, Box 38, Whitewater, Wisconsin	Dr Chris Keim *

— l'équipe de collecte d'embryons suivante est supprimée :

* E648 91IL003	North Central Embryo, 1060 W. Rock Grove Road, Orangeville, IL	Dr Dan Klecher *
-------------------	--	------------------

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 15 avril 1994.

Par la Commission
René STEICHEN
Membre de la Commission